

Le Socialisme des "Conservateurs"

par **Hans-Hermann Hoppe**

Un socialisme absolu [] exclut nécessairement toute pensée de changement. Ce fait, en réalité, pourrait bien expliquer la séduction qu'il exerce sur les hommes. Les nombreuses centaines d'utopies imaginées par les rêveurs, de Iamboulos à Edward Bellamy en passant par Sir Thomas More diffèrent largement sur tous les détails, mais elles ont en commun une chose unique : elles imaginent un état où aucun changement institutionnel ou social n'est possible ni même concevable. Et les socialistes sincères de notre propre époque, si vociférants dans leur exaltation du "changement inéluctable" qui conduit au socialisme, nous promettent les joies d'un ordre social qui ne pourra plus jamais changer et demeurera à jamais immuable *in saecula saeculorum* —ou du moins, "jusqu'à ce que le soleil se refroidisse, et que les étoiles soient usées".

Revalo P. Oliver*

Les chapitres qui précèdent nous ont permis de traiter des formes de socialisme les mieux connues comme telles : des formes en fait essentiellement tirées des mêmes sources idéologiques : le socialisme de type soviétique, tel qu'il fut représenté de la manière la plus notoire par les pays communistes du bloc de l'Est ; et le socialisme démocrate-social, dont les représentants les plus caractéristiques sont les partis socialistes et socio-démocrates d'Europe occidentale, et dans une moindre mesure chez les liberals [démocrates-sociaux] aux Etats-Unis. On a examiné les principes de la propriété qui sous-tendent leurs projets de politique publique, et présenté l'idée qu'il est possible d'appliquer à des degrés divers les principes des socialismes soviétique et démocrate-social : que l'on peut "socialiser" l'ensemble des moyens de production ou seulement quelques-uns d'entre eux, que l'impôt peut confisquer et redistribuer presque tout le revenu, presque tous les types de revenu, ou alors le faire d'une petite portion de seulement certains types de rémunération. En revanche, comme on l'a démontré par des moyens théoriques et, moins rigoureusement, par quelques illustrations empiriques,

^o Titre original : "The Socialism of Conservatism", ch. 5, pp. 65-94 de *A Theory of Socialism and Capitalism*, Boston, Kluwer, 1989.

* *America's Decline: The Education of a Conservative*, 1963, pp. 184-185 (c'est moi qui ai trouvé et ajouté cette citation [F. G.]).

Hans-Hermann Hoppe

aussi longtemps que l'on adhère *si peu que ce soit* à ces principes-là, si on n'abandonne pas une fois pour toutes l'idée d'attribuer des titres de propriété à des non-producteurs (non-premiers utilisateurs) et non parties aux contrats, une dégradation des moyens d'existence doit inévitablement en résulter.

Ce chapitre entend montrer qu'il en est de même du [pseudo-]conservatisme* parce qu'il est, lui aussi, une forme de socialisme. Que le [pseudo-]conservatisme aussi ampute l'existence, et ce d'

* Suivant les disciplines auxquelles on est habitué et la position sociale que l'on occupe, on peut exprimer la *même intolérance* aux contraintes de la coopération sociale soit par un rejet des règles existantes soit par le désir d'amputer la liberté d'autrui pour prévenir les changements imprévisibles qu'elle entraîne nécessairement. Cependant, ces réactions pragmatiques ont un autre point commun : c'est qu'elles sont irraisonnées : qu'on ne peut pas en faire des principes de droit.

En particulier, comme HOPPE va le démontrer, tout "conservatisme" qui prétendrait imposer le maintien d'une situation sociale donnée (ou en imposer une rêvée comme "traditionnelle" ou "ancienne", voire faussement "existante") implique d'interdire l'exercice paisible du droit de propriété et de ce fait, que les puissants l'usurpent en principe. Comme les falsifications subjectivistes, "libertaires" du libéralisme, qui rejettent les contraintes de la propriété et l'ordre moral résultant de la responsabilité, cette interprétation-là du conservatisme est tout autant un tissu de contradictions. Comme elles, elle est incompatible avec toute définition d'un principe normatif de philosophie politique, une définition de la justice : ce n'est qu'une utopie socialiste, en tant que telle impensable et impliquant la destruction de tout droit.

Or, de même que le libéralisme n'est pas condamné à l'incohérence, conduisant de ce fait au socialisme, il existe à la même condition — être le produit d'une *pensée* qui respecte les exigences de la logique — un "conservatisme" qui peut constituer un principe : le conservatisme *institutionnel*, refus de toute modification unilatérale — toute *violation* — des droits existants : en un mot, leur *conservation*. Mais il n'a rien à voir avec une interprétation du "conservatisme" comme une défense du *statu quo*, car celle-ci ne respecterait pas l'obligation de cohérence : on ne peut pas l'appliquer logiquement et en même temps cautionner une possession acquise en le violant. Le conservatisme correctement pensé condamne donc la propriété acquise par violence ou par fraude, c'est-à-dire contre la volonté du possesseur initial. Or, la propriété naturelle est toujours première. Par conséquent, *le conservatisme cohérent est une défense inconditionnelle de la propriété naturelle*. Il se trouve que c'est aussi la définition du seul *libéralisme* qui soit logiquement défendable.

Conclusion : le "refus des contraintes", que certains confondent avec le "libéralisme", aussi bien que le "refus de la liberté d'autrui", qui caractérise la réaction dite "conservatrice", parce qu'ils refusent de penser la norme politique, impliquent l'un et l'autre la destruction de toute norme politique raisonnée, c'est-à-dire l'arbitraire socialiste. Ce n'est donc que sur l'apparence temporaire des intérêts et des positions du moment que leurs principes paraissent différer. Aussi bien dans leurs motifs que dans la société qu'ils nous préparent, pseudo-libéralisme et pseudo-conservatisme ne sont que les deux faces d'une même pièce de fausse monnaie socialiste. En revanche, si c'est dans une norme politique rationnelle que l'on cherche à transcrire le refus des contraintes inutiles et le souci de conserver ce qui est nécessaire, c'est-à-dire si on souhaite définir un *vrai* libéralisme et un *vrai* conservatisme, on aboutit au même principe de la propriété naturelle. Il n'y a pas de coïncidence à cela : la propriété naturelle est la seule norme politique rationnellement défendable et tout principe de justice cohérent, quelle que soit la manière dont on l'appelle, s'identifie forcément à elle (cf. à ce sujet Murray N. ROTHBARD, *The Ethics of Liberty*, Atlantic Highlands : Humanities Press, 1982 [Traduit en français sous le titre : *L'Éthique de la liberté*. Paris, Les Belles Lettres, 1991]; Hans-Hermann HOPPE, "The Justice of Economic Efficiency", *Austrian Economics Newsletter*, 1, 1988 ; "The Ultimate Justification of the Private Property Ethics", *Liberty*, septembre 1988 ; *A Theory of Socialism and Capitalism*, Boston : Kluwer Academic

Le Socialisme des "conservateurs"

L'exploitation féodale, origine historique de tous les socialismes

En gros, avant le XVIII^{ème} siècle en Europe et dans l'ensemble du monde régnait un système politique dit de "féodalité" ou d'"absolutisme", le second n'étant d'ailleurs qu'une variante à plus grande échelle du premier¹. Dans son principe, l'ordre social féodal se distinguait par la prétention d'un seigneur local à se dire propriétaire d'un territoire donné, y compris l'ensemble de ses ressources et de ses productions, et le plus souvent aussi de tous les hommes qui s'y trouvaient, alors qu'il n'en était pas devenu le propriétaire initial par la mise en valeur ni par le travail, et sans avoir non plus aucun contrat qui leur en aurait donné le droit. Bien au contraire le territoire en question, ou plutôt ses différentes composantes avec les biens qui s'y trouvaient avaient été activement occupés, mis en valeur c'est-à-dire *produits* auparavant* par des gens

Publishers, 1989 ; Hans-Hermann HOPPE, *The Economics and Ethics of Private Property*, Boston : Kluwer Academic Publishers, 1993, ch. 9).

On ne peut donc pas appeler "conservatisme" un pseudo-conservatisme anti-conceptuel, essentiellement *subjectiviste* et incohérent : ce serait donc infliger le même traitement orwellien au conservatisme cohérent que les falsifications analogues infligées au "libéralisme". Or, mon propos est justement de combattre ces confusions mortelles, ces malentendus tragiques issus du socialisme et qui sont à son service. Je suis donc tenu de traduire le "conservatism" de HOPPE par "[pseudo-]conservatisme", marquant par des crochets que l'initiative de cette précision est de mon fait [F. G.].

* L'"égalité" étant une relation mathématique entre deux grandeurs simples, elle n'a bien sûr aucun sens entre ces êtres infiniment complexes que sont les hommes, et prétendre l'instituer par la force est comparable au mot d'ordre de "couper la cinquième patte à tous les lapins" de la fameuse blague soviétique : à tout moment, vous pouvez décider laquelle de leurs quatre pattes est la cinquième... et bien sûr, la leur couper (car fournir des prétextes automatiques à la violence arbitraire est le but d'une définition absurde de la norme politique).

Mais c'est une autre falsification essentielle qui fait de l'"égalité" l'instrument principal, le fétiche suprême de la destruction socialiste de tout droit. Elle vise à *occuper la place*, pour la rendre *inconcevable*, de ce qui est la condition de toute pensée juridique : la *cohérence du raisonnement*, le respect de la logique, le caractère universel de la règle, dont elle est la perversion monstrueusement anti-conceptuelle et qu'elle vise à détruire. C'est parce qu'il a pris cette précaution d'*empêcher de penser la justice* (en la remplaçant par cette falsification de "justice sociale") que le socialisme a pu pratiquer sa politique de castes : la division de la société en esclaves et propriétaires d'esclaves, en voleurs institutionnels et en volés sans défense, en parasites-prédateurs-profiteurs et en producteurs-victimes-cochons de payants qui découle directement de ses innombrables *violations de la propriété naturelle*.

Donc, quand un socialisme se dit "égalitaire", comme il ne peut pas l'être, comme toute prétention à ce titre de sa part constitue le pire des mensonges — celui qui empêche de seulement *imaginer* la vérité, il faut le dire *pseudo-égalitaire* (du grec ὄο γευ`δο" = Le mensonge) [F. G.].

¹ Sur ce qui suit cf. en particulier le brillant essai de Murray N. ROTHBARD "Left and Right: The Prospects for Liberty" dans *Egalitarianism as a Revolt Against Nature*, Washington, 1974.

* Rappelons qu'une terre, comme d'ailleurs n'importe quel objet, n'a aucune *valeur*, et par conséquent aucune existence *économique* (par opposition à son existence *physique*) à moins que l'*action* de quelqu'un ne la lui ait

Hans-Hermann Hoppe

différents (les "propriétaires naturels"). Par conséquent, les prétentions de la propriété des seigneurs féodaux ne

La résistance des marchands

Comme on aurait pu s'y attendre, ce n'est pas sans résistance que ce système-là continuait à s'imposer. Mais il est assez intéressant de noter (du point de vue contemporain) que ce n'était pas la population paysanne qui le supportait le plus mal, mais les marchands, les commerçants transfrontières, qui finirent par être ses

donnée, ne serait-ce qu'en commençant à le traiter dans son esprit comme un moyen futur de servir un projet personnel. Pour citer Ayn RAND dans *Atlas Shrugged* :

"Une 'ressource naturelle', bien entendu, ça n'existe pas. Toute richesse est produite par quelqu'un, et elle appartient à quelqu'un."

L'incapacité à comprendre que la production économique *consiste* dans la création d'information par l'esprit de l'homme en vue d'un projet personnel et concret est aujourd'hui le produit du scientisme matérialiste, qui prétend étudier l'action des personnes, expression pratique de leur *pensée*, par des méthodes de recherche qui proscrivent sa prise en compte par hypothèse et par principe. Il ne s'agit là que d'un *pseudo*-"expérimentalisme", car la vraie méthode expérimentale présuppose non seulement qu'un déterminisme strict régit les objets de son étude, mais aussi que l'homme est capable de penser : ce qui doit la conduire à se reconnaître impuissante à traiter l'action humaine, puisque la pensée dont celle-ci dépend ne peut pas être strictement déterminée. HOPPE le rappelle dans "The Intellectual Cover for Socialism", *The Free Market*, février 1988 et dans "Austrian Rationalism in the Age of the Decline of Positivism", ch. 11 de *The Economics and Ethics of Private Property*, Boston, Kluwer, 1993 [traduit sous le titre : "Le rationalisme autrichien à l'ère du déclin du positivisme"].

Un autre leurre qui entretient ce malentendu est aussi l'incroyable richesse et diversité de l'information contenue dans l'univers. Mais cette richesse-là n'est pas une richesse *humaine* : si admirables soient-ils et si utiles une fois intégrés à un projet personnel, les objets et les êtres trouvés dans la nature n'ont par définition aucune *valeur* pour l'action humaine avant d'avoir été inclus dans celle-ci. Une conséquence en est que les premiers utilisateurs d'une terre donnée n'ont eu absolument aucun avantage sur ceux qui viennent après — et n'ont aucune obligation à leur égard (cf. à ce sujet Murray ROTHBARD, *L'Éthique de la Liberté*, Paris, Les Belles Lettres, 1991 et Hans-Hermann HOPPE, "Reply to D. CONWAY, "A Theory of Socialism and Capitalism", *Austrian Economics Newsletter*, Hiver/printemps 1990 [traduit sous le titre "Sur le caractère indéfendable des 'droits à'"]).

Ne pas comprendre cela est la véritable source du mythe des "ressources naturelles", souvent décrétées "appartenir à l'humanité dans son ensemble", et des doctrines hostiles à la propriété du sol (prototype, au moins depuis LOCKE, de la propriété naturelle légitime), qui prolifèrent de ROUSSEAU avec son *Discours sur l'origine de l'inégalité* aux prétentions actuelles des super-bureaucrates mondialistes à gérer les "richesses du globe", soi-disant au nom de "l'ensemble des hommes", en passant par PROUDHON déclarant que "la propriété c'est le vol" ou la "destination universelle des biens" des pseudo-conservateurs cléricaux (liés au syndicalisme) dans l'Allemagne économiquement analphabète de la fin du siècle dernier ; sans oublier bien entendu le "droit à l'immigration" sous prétexte que "la terre est à tout le monde". Bien entendu, comme la possession est nécessairement une relation singulière entre un individu et des biens particuliers, l'"humanité" en tant que telle ne peut rien posséder, encore moins de mythiques "ressources naturelles", *a fortiori* quand elles n'existent pas encore pour l'action humaine.

² Sur la structure sociale de la féodalité cf. Marc BLOCH, *Feudal Society*, Chicago, 1961 ; P. ANDERSON, *Passages from Antiquity to Feudalism*, Londres, 1974 ; R. HILTON (ed.), *The Transition from Feudalism to Capitalism*, London, 1978.

Le Socialisme des "conservateurs"

adversaires principaux. Achetant moins cher à un endroit pour vendre ailleurs où la demande était plus favorable, ils ne pouvaient vraiment faire allégeance à un seul seigneur féodal. Pour l'essentiel, ils constituaient une classe "internationale" avant la lettre, passant évidemment leur temps à traverser les limites des multiples fiefs. En tant que tels ils avaient besoin, pour leurs affaires, d'un système juridique stable, valide indépendamment des bornages politiques : un système de règles qui, indépendamment du moment et du lieu, définiraient la propriété et le contrat, facilitant le développement des institutions de crédit, de la banque et de l'assurance essentielles à tout commerce international de quelque ampleur. Naturellement, cela ne cessait de causer des frictions entre les marchands et maîtres des lieux, hérauts de divers systèmes juridiques arbitraires et localisés. Les marchands devinrent les parias de la féodalité, continuellement brimés et persécutés par la noble caste des militaires, qui tentait de les soumettre à sa férule³.

La première renaissance du Moyen-Âge

Pour échapper à cette menace-là, les marchands durent s'organiser entre eux, et contribuèrent à l'établissement de petits marchés fortifiés aux limites des centres de pouvoir. Lieux d'exterritorialité partielle et de liberté au moins relative, ils attirèrent rapidement un nombre croissant de paysans qui fuyaient l'exploitation féodale et sa misère, et devinrent de petits bourgs, permettant aux arts de s'épanouir ainsi qu'à des entreprises productives qui eussent été étouffées par l'exploitation et l'instabilité juridique caractéristiques de l'ordre féodal proprement dit. Ce processus fut plus prononcé là où la puissance féodale était la plus faible, le pouvoir étant dispersé entre un grand nombre de seigneurs rivaux et souvent minuscules. C'est dans les villes de l'Italie du Nord, de la Ligue hansatique, et dans celles des Flandres que l'esprit du capitalisme fleurit d'abord, et que les échanges et la prospérité atteignirent leurs niveaux les plus élevés⁴.

³ Cf. Henri PIRENNE, *Medieval Cities. Their Origins and the Revival of Trade*, Princeton, 1974, Chapter 5, partic. les pp.1-26 et suiv. ; cf. aussi M. TIGAR et M. LEVY, *Law and the Rise of Capitalism*, New York, 1977.

⁴ Il faut souligner que, contrairement à ce qu'ont enseigné divers historiens nationalistes, c'est la faiblesse des États centraux qui a permis ce renouveau du commerce et de l'industrie, grâce au caractère essentiellement anarchiste de l'ordre féodal. Ce fait a été bien souligné par Jean BAECHLER dans *The Origins of Capitalism*, New York, 1976, particulièrement dans le chapitre 7.

"L'expansion constante du marché" écrit-il, "aussi bien en extension qu'en intensité, fut le résultat de l'absence d'un ordre politique qui s'étendît à l'ensemble de l'Europe occidentale." (p. 73) "L'expansion du capitalisme doit son origine et sa raison d'être à l'anarchie politique... Le collectivisme et la gestion étatique

Hans-Hermann Hoppe

L'absolutisme, stade suprême du féodalisme

Mais cette émancipation partielle des contraintes et de la stagnation féodales ne fut que transitoire, et fut suivie par la réaction et le déclin. Une des raisons tenait à certaines faiblesses internes dans le mouvement de la nouvelle classe marchande elle-même. La manière féodale de penser en termes de positions sociales définitivement attribuées aux gens, en termes de subordination et de pouvoir, ainsi que d'un ordre imposé aux hommes par la force était encore beaucoup trop ancrée dans l'esprit des gens. De sorte que, dans les nouveaux centres d'échanges qui apparaissaient, de nouveaux systèmes de réglementations et d'interdiction non contractuels furent rapidement établis — cette fois à l'initiative des "bourgeois". Des guildes se formèrent pour empêcher la concurrence, conduisant à la formation d'une nouvelle oligarchie du commerce⁵. Mais ce qui contribua le plus à cette évolution réactionnaire fut un autre phénomène. Dans leur tentative pour se libérer. Pour atteindre ce but, ils commencèrent par attribuer aux centres urbains émergents certaines exemptions aux obligations "normales" qui incombaient aux sujets de la domination féodale, garantissant ainsi leur existence en tant que lieux de liberté partielle et offrant leur protection contre les pouvoirs féodaux voisins. Cependant, une fois que cette coalition eut réussi dans sa tentative concertée pour affaiblir les seigneurs locaux, le seigneur qui s'était allié aux villes marchandes pour s'établir comme pouvoir réel au-delà de son propre territoire fit un pas supplémentaire et s'érigea lui-même en super-pouvoir féodal — c'est-à-dire en

n'ont jamais marché que dans les manuels scolaires (voir, par exemple, le jugement favorable qu'ils accordent constamment au colbertisme)." (p. 77) "Tout pouvoir tend vers l'absolu. S'il n'est pas absolu, c'est qu'une limite ou une autre est entrée en jeu... les hommes du pouvoir central tentent sans arrêt d'éroder ces limites. Ils n'y sont jamais parvenus, et pour une raison qui me semble aussi liée au système international : une limite au pouvoir d'intervention extérieur et la menace constante de l'agression étrangère (les deux caractéristiques d'un système multipolaire) impliquent que le pouvoir est aussi limité à l'intérieur, doit s'en remettre aux centres autonomes de décision et ne peut alors s'en servir qu'avec parcimonie." (p. 78) Sur le rôle des pressions écologique et reproductive sur l'émergence du capitalisme cf. M. HARRIS, *Cannibals and Kings*, New York, 1978, chapitre 14.

⁵ Cf. le compte-rendu plutôt enthousiaste de cette évolution présenté par Henri PIRENNE, *Medieval Cities*, Princeton, 1974, pp. 208 et suiv. [encore un analphabète économique à la française ? (F. G.)].

⁶ Sur cette coalition, cf. Henri PIRENNE, *Medieval Cities*, Princeton, 1974.

"L'intérêt visible de la monarchie était de soutenir les adversaires de la grande féodalité. Naturellement, une aide était apportée toutes les fois qu'il était possible de le faire sans devenir l'obligé de ces classes moyennes qui, en se dressant contre leur seigneur combattaient en tout état de cause pour les intérêts de la prérogative royale. Pour les parties en conflit, accepter le roi comme arbitre de leurs querelles était reconnaître sa souveraineté... Il était impossible à la royauté de ne pas en tenir compte en saisissant toutes les chances de manifester sa bonne volonté aux communes qui, sans intention de le faire, travaillaient si utilement pour son compte" (p. 179-80 ; cf. aussi pp. 227 et suiv.).

Le Socialisme des "conservateurs"

monarchie, et surimposa son propre système exploiteur à celui de la féodalité existante. L'absolutisme était né. Et comme cet absolutisme-là n'était rien d'autre que la féodalité pratiquée sur une plus large échelle, le déclin de la production s'ensuivit de plus belle, les villes se désintégrérent, et réapparurent la stagnation et la misère⁷.

La redécouverte du droit romain et du droit naturel

Ce ne fut pas avant la fin du XVII^{me} siècle et le début du XVIII^{me} que la féodalité fut vraiment attaquée avec force. Cette fois-ci, l'assaut était plus violent, car il ne s'agissait pas seulement des tentatives entreprises par des pragmatiques — les marchands — pour se ménager des domaines de relative liberté afin de mener leurs affaires. De plus en plus, il s'agissait d'un combat intellectuel et moral. L'examen raisonné des causes du déclin industriel et commercial que l'on venait d'éprouver, et une étude plus approfondie du Droit Romain et en particulier du Droit Naturel, redécouverts l'un et l'autre au cours des efforts des marchands pour mettre au point un droit commercial international que l'on puisse invoquer à l'encontre des prétentions concurrentes du droit féodal, avaient conduit à une compréhension plus solide du concept de liberté, et de cette liberté comme une condition préalable de la prospérité⁸. A mesure que ces idées, qui trouvèrent leur apogée dans la publication par John Locke de ses "Two Treatises on Government," en 1688, et par Adam Smith de sa "Wealth of Nations," en 1776, se répandaient, et conquéraient les esprits d'un cercle de personnes toujours plus tendu, l'o

Le libéralisme, parti de la propriété naturelle

Le libéralisme, comme on finit par appeler l'inspiration morale qui avait engendré ces séismes historiques, sortit plus fort que jamais de ces révolutions et devint pour plus d'un demi-siècle la force idéologique dominante de l'Europe occidentale. C'était le parti de la liberté et de la propriété privée acquise par la mise en valeur et le contrat, ne reconnaissant à l'État que le rôle de faire respecter ces règles naturelles⁹. Comme des

⁷ Cf. P. ANDERSON, *Lineages of Absolutism*, London, 1974.

⁸ Cf. L. TIGAR et M. LEVY, *Law and the Rise of Capitalism*, New York, 1977.

⁹ Cf. Ludwig von MISES, *Liberalismus*, Iéna, 1929 ; cf. aussi E. K. BRAMSTED et K. J. MELHUISE (eds.), *Western Liberalism*, Londres, 1978.

* C'est en ce sens que l'on peut dire que le capitalisme aurait "créé le prolétariat" : non pour avoir appauvri des paysans autrefois aisés comme dans la fable d'ENGELS, mais pour avoir permis à toute une population de vivre, qui mourait de faim auparavant. Comme l'a noté Peter (Lord) BAUER, cet accroissement réel du niveau

Hans-Hermann Hoppe

vestiges de l'ordre féodal demeuraient encore partout en place, si branl qu'et t leur fondement, c'tait le

La réaction socialiste contre la liberté naturelle

C'est à partir de ce contexte historique (bien sûr quelque peu simplifié pour les besoins de l'exposition) qu'il y a lieu de saisir et de comprendre le phénomène du [pseudo-]conservatisme comme forme de socialisme ainsi que sa relation avec les deux versions du socialisme qui sont issues du marxisme. Toutes les formes du socialisme sont des réponses idéologiques aux défis posés par les progrès du libéralisme ; mais leur position vis-à-vis du libéralisme et de la féodalité — l'ordre ancien que le libéralisme avait contribué à détruire — est ostensiblement différente. Le développement du libéralisme avait permis un changement social à un rythme, avec une ampleur et une diversité inouïs auparavant. La libéralisation de la société impliquait de plus en plus qu'il n'était plus possible de conserver une position sociale acquise à moins de produire de la manière la plus efficace en réponse aux exigences les plus pressantes d'acheteurs libres de leurs choix, au plus bas coût de production possible, et sans avoir d'autres relations que volontaires avec ceux qui louent les facteurs de production, en particulier le travail. Sous cette pression-là s'effondraient les empires que seule la force maintenait. La demande des acheteurs changeait constamment, forçant de plus en plus la structure de production à s'adapter (et non l'inverse) ; l'apparition de nouvelles entreprises était (pour autant qu'elles étaient le résultat d'une appropriation initiale ou de contrats) de moins en moins soumise à des exigences réglementaires ; de sorte que plus personne ne pouvait compter sur une position assurée dans la hiérarchie du revenu et du patrimoine. Bien au contraire, la

de vie des plus pauvres peut très bien se traduire par une *baisse* du revenu moyen statistiquement calculé, par accroissement de la part dans la population de cette classe désormais assurée de survivre.

On pourrait aussi noter que ce n'est pas sans aveuglement que nombre d'intellectuels ont condamné le "matérialisme" de ce progrès-là. A beau jeu de prendre de haut l'"obsession de l'argent" celui dont le revenu est garanti (il y a des gens qui croient qu'être pauvre c'est en quelque sorte faire du camping toute l'année). Savent-ils seulement si eux-mêmes auraient pu *survivre* dans une société moins industrielle et moins marchande ? On peut rêver du passé tout en n'imaginant pas de renoncer au confort dont on jouit (et dont tout le monde jouirait sans les efforts des hommes de l'Etat pour développer la pauvreté). Le passé est admirable... quand on conserve les moyens matériels d'aujourd'hui. Or, si la société industrielle devait être détruite, une équivalence si flatteuse serait un privilège exceptionnel, voire irréalisable pour certains services. Qui pourrait le garantir aux contempteurs du progrès matériel ? [F. G.]

¹⁰ Cf. F. A. HAYEK (ed.), *Capitalism and the Historians*, Chicago, 1963.

Le Socialisme des "conservateurs"

mobilité sociale s'accroissait considérablement, vers le haut comme vers le bas, car les propriétaires particuliers des facteurs de production (y compris du travail) n'étaient plus immunisés contre les changements respectifs de la demande de leurs services. Ni la stabilité des prix ni celle du revenu ne leur étaient plus garantis¹¹.

Le socialisme pseudo-progressiste promet le beurre et l'argent du beurre

Le vieux socialisme marxiste et la nouvelle démocratie sociale sont les réponses [pseudo-]égalitaires et [pseudo-]progressistes* à ce défi du changement, de l'incertitude et de la mobilité. Comme le libéralisme, ils saluent la destruction de la féodalité et les progrès de la liberté naturelle. Ils se rendent compte que c'est le capitalisme qui a libéré les gens des chaînes de l'exploitation féodale et produit d'énormes améliorations de la production ; et ils comprennent ce même capitalisme, et le développement des forces productives qu'il a engendré, comme une étape nécessaire et positive de l'évolution vers le socialisme. Le socialisme, du moins à leurs yeux, partage les buts du libéralisme : liberté et prospérité. Mais il prétend faire mieux que lui en remplaçant le capitalisme le plus développé — l'anarchie de la production par des concurrents privés, qui cause le changement que l'on vient de mentionner, avec sa mobilité, son incertitude, et son agitation dans le tissu social — par une économie rationnellement planifiée et coordonnée qui préviendra l'insécurité engendrée par ce changement d'atteindre le niveau des individus. Malheureusement, comme les deux chapitres précédents l'ont

¹¹ Sur la dynamique sociale du capitalisme et sur le ressentiment qu'elle cause cf. D. Mc. C. WRIGHT, *Democracy and Progress*, New York, 1948 ; et *Capitalism*, New York, 1951.

* Tous les socialismes promettent mensongèrement de faire échapper l'ensemble de la population aux conséquences de l'incertitude. En fait leurs "garanties" passent par des formes d'assurance forcée grossièrement inadéquates, par des monopoles ruineux qui, en appauvrissant l'ensemble de la société, accroissent la précarité générale et notamment celle des faibles, à qui — par définition de la redistribution politique — ils imposent la charge de garantir les puissants.

La "garantie" monopolistique du socialisme pseudo-progressiste passe plutôt par le vol et la redistribution de l'argent volé, celle du socialisme pseudo-conservateur par l'interdiction directe de la concurrence. Mais cette différence-là n'est que d'apparence : à la marge, l'impôt-subvention et le monopole protectionniste ont tout à fait les mêmes effets contraignants, notamment sur la production, qu'ils empêchent.

La vraie différence, comme d'habitude, tient dans le *discours* : alors que les socialistes pseudo-conservateurs affrontent la réalité de leurs destructions en vitupérant l'"économisme" de ceux qui les dénoncent et l'"égoïsme" de ceux qu'ils volent — en somme, le "matérialisme" de la production (ce qui est un contresens car seul l'*esprit*, justement, produit), pour sa part le socialisme pseudo-progressiste choisit carrément de *mentir* sur l'enjeu : avec lui, on aura le beurre de la pseudo-garantie étatique, mais sans rien perdre sur l'argent du beurre de la production. Il est donc "pour le progrès" et de ce fait "progressiste". Alors que le progrès en question, bien entendu, ses pillages redistributifs l'entravent tout autant que les monopoles délibérés du pseudo-conservatisme [F. G.].

Hans-Hermann Hoppe

suffisamment démontré, c'est là une idée plutôt mal venue. C'est justement lorsqu'on a rendu les gens insensibles au changement par des mesures redistributives que l'on élimine les raisons de s'adapter rapidement à tout changement futur. Et cela dégrade la production au sens des objets et services qui correspondraient vraiment aux projets de ses utilisateurs finaux. En outre, c'est précisément quand on substitue [par la force] un plan unique à un grand nombre de projets non coordonnés que l'on réduit la liberté personnelle et qu'on développe — mutatis mutandis — la domination de l'homme par l'homme.

La réaction pseudo-conservatrice

Le [pseudo-]conservatisme, en revanche, est la réaction [ouvertement] anti-égalitaire aux changements dynamiques mis en mouvement par la société une fois libérée : il est, lui, contre la liberté et, loin d'admettre ce que l'on doit au libéralisme, préfère idéaliser et exalter l'ancien système de la féodalité pour la stabilité [prétendue] de son ordre¹². Phénomène post-révolutionnaire, il ne recommande pas nécessairement un retour pur et simple au statu quo ante pré-révolutionnaire et s'accommode de certains changements jugés irréversibles, même si c'est à regret. Mais cela ne le dérange guère lorsqu'on rétablit dans leurs privilèges d'antan les anciens pouvoirs féodaux qui avaient perdu tout ou partie de leurs domaines au profit de propriétaires naturels au cours du processus de libéralisation, et il prône résolument et ouvertement la conservation du statu quo, c'est-à-dire la distribution éminemment inégale de la propriété, de la richesse et du revenu qui se trouvent exister maintenant. Son idée est d'interrompre ou de ralentir autant que possible les processus de changement et de mobilité permanente permis par la liberté naturelle et le capitalisme et de recréer à sa place un système social ordonné et stable, où tout le monde resterait tranquillement à la place que le passé lui aurait attribuée¹³.

¹² En dépit de ses déclarations généralement favorables au progrès, la gauche socialiste n'est pas non plus entièrement exempte de telles glorifications [pseudo-]conservatrices du passé féodal. Dans leurs dénonciations d'une prétendue aliénation du producteur par rapport à son produit, qui est bien sûr la conséquence normale de tout système d'échange volontaire où règne la division du travail, ils ont souvent présenté le manoir féodal autarcique comme un modèle social confortable et salubre. Cf. par exemple, Karl POLANYI, *The Great Transformation*, New York, 1944 [*La Grande transformation*].

¹³ Cf. Robert NISBET, "Conservatism", in : Robert NISBET et T. BOTTOMORE, *History of Sociological Analysis*, New York, 1978 ; et G. K. KALTENBRUNNER (ed.), *Rekonstruktion des Konservatismus*, Bern, 1978 ; sur la relation postulée entre le libéralisme classique et le [pseudo-]conservatisme, cf. F. A. HAYEK, *The Constitution of Liberty*, Chicago, 1960 (Postscript).

Le Socialisme des “conservateurs”

Pour y parvenir, le [pseudo-]conservatisme affirme et doit affirmer qu'il est légitime de prendre et de conserver la propriété et le revenu qui en découle par des procédés non contractuels, car c'est précisément quand on s'en remet aux seules relations volontaires entre les gens que la distribution relative du revenu et du patrimoine doit changer en permanence. Comme le féodalisme, qui permettait l'acquisition et le maintien de la propriété et de la richesse par la force, le [pseudo-]conservatisme refuse d'examiner si c'est par les moyens de l'appropriation initiale et du contrat que les gens ont acquis ou conservent leur position acquise en matière de revenu et de patrimoine. Bien au contraire, le [pseudo-]conservatisme considère comme juste et bon qu'une classe possédante, une fois établie, prétende avoir le droit d'interdire tout changement social qu'elle considère comme une menace pour sa position relative dans la hiérarchie des revenus et du patrimoine, même si les propriétaires-utilisateurs singuliers des divers facteurs de production n'ont jamais signé d'engagement qui les y autoriserait. Le [pseudo-]conservatisme, par conséquent, doit être traité comme l'héritier idéologique du féodalisme. Et de même qu'il y a lieu d'envisager la féodalité comme la forme aristocratique du socialisme (ce qu'on ne devrait avoir aucune peine à déduire de sa définition ci-dessus), de même faut-il considérer le [pseudo-]conservatisme comme le socialisme de la bourgeoisie établie.

Le libéralisme, auquel le socialisme aussi bien dans sa version [pseudo-]conservatrice que [pseudo-]égalitaire est une réaction idéologique, a connu le summum de son influence vers le milieu du XIX^{ème} siècle. Son tout dernier triomphe aura probablement consisté dans l'abolition des Corn Laws dans l'Angleterre de 1846 par Richard Cobden, John Bright et l'Anti-Corn Law League, puis dans les révolutions de 1848 en Europe continentale. Ensuite commença le déclin du libéralisme, à cause de faiblesses et incohérences internes dans la philosophie politique libérale¹⁴, les

¹⁴ [...] Du point de vue moral et idéologique, le libéralisme classique, dont Ludwig von Mises fut le plus grand représentant au XX^{ème} siècle, prône un système social fondé sur les règles fondamentales de la théorie naturelle de la propriété, les règles mêmes que prône aujourd'hui le libéralisme cohérent. Mais le libéralisme classique prétendait que ces règles-là fussent imposées par un organisme monopoliste (l'État, les hommes de l'État), c'est-à-dire par une organisation qui ne dépend pas exclusivement du soutien volontaire, contractuel, de la part des consommateurs de ses services respectifs, mais au contraire a le privilège de pouvoir décider unilatéralement de ses recettes, à savoir les impôts infligés à ces mêmes consommateurs pour faire son travail dans le domaine de la production de sécurité. Or, si plausible que ce projet paraisse, on devrait immédiatement voir qu'il n'est pas conséquent. Ou bien les principes de la propriété naturelle sont justes, auquel cas l'état monopole privilégié est immoral, ou alors une entreprise fondée sur l'agression — l'emploi de la force et de moyens non contractuels pour acquérir des ressources est justifiée, et dans ce cas-là on doit jeter le premier principe. Sous peine d'incohérence il est impossible de soutenir les deux choses à la fois, à moins, bien sûr, que l'on puisse mettre en avant un principe qui serait plus fondamental à la fois que la théorie naturelle

Hans-Hermann Hoppe

diversions et les clivages engendrés par les aventures impériales des différents Etats-nations mais aussi à cause de la séduction exercée sur un public largement allergique au changement dynamique et à la mobilité par les différentes variantes du socialisme et leur diverses promesses de sécurité et de stabilité¹⁵. Le socialisme le supplanta progressivement comme force idéologique dominante, inversant par là le processus de libéralisation et réimposant de plus en plus d'éléments non contractuels dans la société¹⁶.

A différents moments, différents endroits, différents types de socialisme ont à divers degrés rencontré le soutien de l'opinion publique, si bien qu'aujourd'hui on peut partout voir coexister les sédiments de chacun d'entre eux qui se renforcent mutuellement dans leurs effets respectifs d'appauvrissement sur le processus de production, l'entretien du patrimoine et la formation du caractère. Mais c'est l'influence du socialisme [pseudo-]conservateur, qu'il y a particulièrement lieu de souligner, notamment parce qu'on la néglige ou la sous-estime trop souvent. S'il est possible

de la propriété et le droit à la violence agressive des hommes de l'État et dont on pourrait logiquement déduire les deux, avec les limites respectives dans lesquels ils seraient valides. Mais de principe supérieur, le libéralisme classique n'en a jamais fourni aucun, et ne pourra jamais le faire, pour la raison que j'ai démontrée [ailleurs], que le fait d'argumenter quoi que l'on affirme présuppose votre droit de n'être pas agressé. Etant donné le fait qu'on ne peut pas se servir d'une argumentation pour contester les principes de la théorie naturelle de la propriété sans reconnaître implicitement leur validité, la force de la logique nous contraint d'abandonner le libéralisme classique pour accepter à la place son rejeton plus radical, le libéralisme cohérent, la philosophie du capitalisme pur, qui exige que la production de la sécurité soit elle aussi assurée par des entreprises privées.

[note reconstituée à partir de la n. 21 du chapitre 10 de *A Theory of Socialism and Capitalism*, à laquelle HOPPE renvoyait dans le texte original, tiré du même ouvrage].

¹⁵ Normalement, l'attitude des gens vis-à-vis du changement est ambivalente : d'un côté, en tant que consommateurs ils le perçoivent comme un phénomène bénéfique puisqu'il permet une plus grande diversité des choix. En tant que producteurs, au contraire, ils tendent à adopter l'idéal de la stabilité, qui leur épargnerait la nécessité d'adapter continuellement leurs efforts productifs aux changements de situation. C'est donc largement en tant que producteurs que les gens inclinent à approuver les divers procédés et promesses socialistes de "stabilisation", avec pour seul résultat de se porter tort à eux-mêmes en tant que consommateurs. Comme l'a écrit D. Mc. C. WRIGHT dans *Democracy and Progress*, New York, 1948, p. 81 : "De la liberté et de la science vinrent la croissance et le changement accélérés. De la croissance et du changement accélérés vint l'insécurité ; et de l'insécurité des exigences qui arrêtaient la croissance et du changement accélérés. L'arrêt de la croissance et du changement mit fin à la science et à la liberté."

[S'il est évident que la libéralisation de la société, comme toute réalisation d'un risque politique, doit provoquer des crises d'adaptation, il est entièrement faux qu'une société libre soit plus riche qu'une société étouffée par un carcan socialiste, qu'il soit pseudo-progressiste ou pseudo-conservateur. Je le démontre en annexe à ce texte, faute de place en bas de la page (F. G.)]

¹⁶ Sur le libéralisme, son déclin, et la montée du socialisme, cf. A. V. DICEY, *Lectures on the Relation Between Law and Public Opinion in England during the Nineteenth Century*, London, 1914 ; W. H. GREENLEAF, *The British Political Tradition*, 2 vols., London, 1983.

Le Socialisme des “conservateurs”

aujourd'hui de décrire comme "socialistes" les sociétés d'Europe occidentale, c'est beaucoup plus le fait du socialisme [pseudo-]conservateur que celui de l'égalitarisme. Cependant, c'est la manière particulière dont le [pseudo-]conservatisme exerce son influence, qui explique pourquoi, si souvent, on le reconnaît mal. Le [pseudo-]conservatisme ne forme pas seulement la structure sociale par les politiques qu'il impose ; particulièrement dans des sociétés comme les sociétés européennes qui ne se sont jamais complètement débarrassées du passé féodal mais où un grand nombre de vestiges féodaux ont survécu même après l'apogée du libéralisme. Une idéologie telle que le [pseudo-]conservatisme exerce aussi son influence, de manière très discrète, en se bornant à imposer le statu quo pour faire en sorte que l'on continue à faire les choses conformément aux traditions anciennes. Quels sont alors les éléments spécifiquement [pseudo-]conservateurs des sociétés actuelle, et comment engendrent-elles leur appauvrissement relatif ? Cette question va nous permettre d'aborder l'analyse systématique du [pseudo-]conservatisme et de ses effets économiques et socio-économiques. Une fois de plus, on commencera par définir les principes de propriété du [pseudo-]conservatisme et par les caractériser en termes de propriété naturelle. Il y a deux principes :

— premièrement, le socialisme [pseudo-]conservateur, comme le démocrate-social, ne proscrie pas la propriété privée. Bien au contraire : tout ce qui existe — tous les facteurs de production et toutes les richesses employées à des fins non marchandes — peuvent en principe être possédés, vendus, achetés, loués à titre privé à la seule exception, encore une fois, de domaines tels que l'enseignement, le transport et la communication, la banque centrale et la production de la sécurité. Cependant, et...

— deuxièmement, personne ne peut posséder *intégralement* la propriété ni la totalité du revenu issu de son utilisation. Bien au contraire, une partie de tout cela appartient à la société des possesseurs et bénéficiaires actuels de revenu, et la société a le droit de distribuer le revenu et la richesse produits aujourd'hui et demain à ses membres individuels de manière à préserver l'ancienne distribution relative des revenus et du patrimoine. Et c'est aussi le droit de la société de déterminer quelle est la part, grande ou petite, qui devra être ainsi administrée et

Hans-Hermann Hoppe

ce qui, exactement est nécessaire pour maintenir une distribution donnée de revenus et de biens¹⁷.

Vu de la perspective de la propriété naturelle, le système d'appropriation du [pseudo-]conservatisme implique encore une fois une agression contre les droits des propriétaires naturels. La propriété naturelle permet de faire absolument tout ce qu'on veut aussi longtemps qu'on ne porte pas sans autorisation une atteinte physique à la propriété d'un autre. Cela implique notamment qu'on a le droit de modifier ce qu'on possède, et de l'affecter à d'autres usages pour s'adapter à des changements prévus de la demande et ainsi préserver voire accroître sa valeur ; et on a aussi le droit de s'approprier personnellement le bénéfice d'un accroissement de valeur qui découle de changements non prévus de la demande — c'est-à-dire de changements qui sont favorables, mais qu'on n'avait ni prévus ni réalisés. Mais en même temps, étant donné que suivant les principes de la propriété naturelle un propriétaire n'a le droit d'être protégé que contre une ingérence physique et contre l'acquisition et le transfert non contractuels des titres de propriété, tout le monde y court aussi le risque constant et permanent que, du fait des changements de la demande ou d'autres usages que les autres font de leur propriété, la valeur de la sienne tombe en-deçà de son niveau actuel. Or, d'après cette théorie, personne ne peut avoir de droit à une valeur

¹⁷ Je pourrais aussi mentionner que cette définition du [pseudo-]conservatisme a aussi le statut d'un type idéal au sens de Max WEBER (cf. Max WEBER, *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre*, Tübingen, 1922, p. 191 ; Hans-Hermann HOPPE, *A Theory of Socialism and Capitalism* chapitre 3, n. 2 ; chapitre 4, n. 8). C'est un essai de reconstruction des idées que les gens acceptent ou rejettent consciemment ou inconsciemment quand ils adhèrent à certains mouvements sociaux et politiques sociales ou quand ils les combattent.

On peut aussi dire de la conception d'une politique [pseudo-]conservatrice telle que décrite ici et dans ce qui suit qu'elle reconstitue honnêtement l'impulsion idéologique unificatrice qui sous-tend ce qu'on appelle effectivement "conservatisme" en Europe. Aux Etats-Unis, en revanche, le mot "Conservative" ne s'emploie pas de la même manière. Il y est très fréquent d'appeler *Conservative* tous ceux qui ne sont pas des *Liberals* (démocrate-sociaux). Par opposition à cette terminologie, notre emploi du terme [pseudo-]conservateur est beaucoup plus étroit, mais aussi bien plus conforme à la réalité idéologique. Appeler *Conservative* tout ceux qui ne sont pas des *Liberals* (au sens américain du terme) passe sous silence les différences idéologiques fondamentales qui — en dépit d'un accord partiel sur l'opposition aux *Liberals* existent aux Etats-Unis entre les *Libertarians*, qui prônent un ordre social purement capitaliste fondé sur la théorie naturelle de la propriété, et les *Conservatives* proprement dits qui, de William BUCKLEY [premier rédacteur en chef de la *National Review*] à Irving KRISTOL [néo-conservateur issu de la gauche], exaltent nominalement l'institution de la propriété privée, pour ensuite méconnaître les droits des propriétaires privés chaque fois qu'ils le jugent nécessaire pour empêcher le processus de la concurrence pacifique d'éroder les pouvoirs économiques et politiques. Et dans le domaine des affaires étrangères, ils affichent le même mépris pour les droits de propriété privée en recommandant une politique d'interventionnisme agressif. Sur la différence essentielle entre les *Libertarians* et les *Conservatives*, cf. G. W. CAREY (ed.), *Freedom and Virtue. The Conservative/Libertarian Debate*, Lanham, 1984.

Le Socialisme des “conservateurs”

marchande pour sa propriété et de ce fait personne, à aucun moment, ne peut exiger que l'on maintienne ou rétablisse la *valeur* de ses possessions. Or, c'est précisément ce maintien ou cette restauration des valeurs, avec leur distribution relative, que vise le [pseudo-]conservatisme ; mais cela n'est pas possible, bien sûr, si on ne redistribue pas les titres de propriété. Comme il n'y a personne dont la valeur de la propriété dépende exclusivement de ses propres choix réalisés sur ses seules possessions, comme elle dépend aussi de ce que les *autres* font des ressources rares dont ils disposent (et qui échappent à la maîtrise d'autrui), quiconque souhaiterait préserver la valeur marchande d'une propriété — qu'il s'agisse d'une personne ou d'un groupe de personnes — devrait avoir un titre de propriété légitime sur l'ensemble des ressources rares, titre s'étendant bien au-delà de ce qu'il possède et contrôle effectivement). Bien plus, ce groupe-là devrait littéralement être propriétaire du corps même de tout le monde, puisque la valeur existante des propriétés dépend aussi (en plus ou en moins) des choix que chacun fait avec son propre corps. Ainsi, si l'on veut réaliser le projet du [pseudo-]conservatisme, il faut absolument confisquer leurs titres de propriété aux possesseurs-utilisateurs des ressources rares pour les attribuer à des gens qui, quels que soient leurs mérites en tant que producteurs passés, n'ont jamais effectivement mis en valeur ni acquis par contrat les objets dont l'utilisation a conduit au changement dans la répartition existante des valeurs.

Quand on a compris cela, la première conclusion quant à l'effet général du [pseudo-]conservatisme sur la production saute aux yeux : avec des propriétaires naturels complètement ou partiellement expropriés pour le profit personnel de non utilisateurs, non producteurs et non parties aux contrats, le [pseudo-]conservatisme[, à due proportion,] élimine ou ampute l'intérêt des premiers à prendre soin de la valeur de leurs possessions existantes pour s'adapter aux changements de la demande. On perd des raisons qu'on pouvait avoir de rester alerte aux changements de demande, d'y adapter rapidement ses possessions existantes pour en faire un usage conforme à ces nouvelles conditions, d'accroître ses efforts productifs, et d'épargner pour investir, car on ne pourra plus personnellement engranger les gains éventuels d'une telle conduite : ils seront socialisés. *Mutatis mutandis*, cela accroît l'incitation à ne rien faire pour éviter le risque permanent d'une baisse de valeur de votre propriété, puisque les pertes éventuellement dues à ce comportement-là ne retomberont plus sur le propriétaire [négligent], mais seront elles aussi socialisées. Par conséquent, comme ces activités — se garder du risque, rester à l'affût, s'adapter, travailler, épargner — sont coûteuses et exigent du temps et peut-être aussi d'autres ressources rares que l'on pourrait aussi

Hans-Hermann Hoppe

employer de manières différentes (pour le loisir ou la consommation, par exemple), il y aura moins des premières activités et davantage des secondes, et par conséquent le niveau de vie général va tomber. On doit donc conclure que l'objectif [pseudo-]conservateur de maintenir les valeurs marchandes existantes et leur distribution entre les différents individus ne peut être atteint qu'au prix d'une baisse universelle de la capacité des produits, anciens et nouveaux, à rendre des services, c'est-à-dire d'une moindre richesse dans tous les domaines.

On a peut-être déjà compris quelle similitude frappante existe, du point de vue de la causalité sociale, entre le socialisme [pseudo-]conservateur et la démocratie sociale. Ces deux formes de socialisme confisquent les titres de propriété des producteurs-titulaires de contrats au profit de non producteurs et de non titulaires contractuels, et par conséquent tous deux séparent les processus de la production et du contrat de ceux de l'acquisition effective du revenu et du patrimoine. Ce faisant, toutes deux font de l'acquisition des richesses une affaire politique — une affaire au cours de laquelle une personne, ou un groupe de personnes, impose sa volonté à d'autres personnes quant à l'emploi des ressources rares ; les deux versions du socialisme, même si en principe elles prétendent posséder l'ensemble des revenus et de la richesse produite au nom des non producteurs, autorisent que leurs plans soient mis en œuvre de façon progressive et soient imposés à des degrés divers ; avec pour conséquence que l'une et l'autre conduiront forcément à l'appauvrissement, mais dans la seule mesure où leurs politiques respectives auront effectivement été appliquées.

La différence entre le [pseudo-]conservatisme et ce que nous avons appelé le socialisme démocrate-social tient exclusivement au fait qu'ils s'adressent à des gens différents ou à des sentiments différents chez les mêmes personnes parce qu'ils ont des préférences divergentes quant aux non producteurs auxquels il conviendrait que l'on redistribue le revenu et la richesse extorquées (à titre non contractuel) aux producteurs. Le socialisme [expressément*] redistributeur distribue richesse et rentes aux non

* Les adeptes et les profiteurs du pseudo-conservatisme refusent généralement de reconnaître celui-ci pour socialiste et donc voleur. Au contraire, un des sophismes fondateurs du pseudo-conservatisme est qu'il prétend seulement "protéger" les gens. Quant aux socialistes, ils seraient justement les *adversaires* de cette protection : les libéraux classiques, ces "extrémistes", n'admettent-ils pas eux-mêmes que la "protection" soit une activité légitime des hommes de l'Etat ?

Ce qu'on passe sous silence en tenant ce discours est que protéger de la sorte les positions sociales n'a rien à voir avec protéger les droits contre les voleurs et les assassins ; que bien au contraire, *on ne peut pas maintenir les premières par la force sans violer les seconds*. Qu'en prétendant maintenir par la force les positions

Le Socialisme des “conservateurs”

producteurs indépendamment de leur passé de possesseurs de richesse ou titulaires de revenus, quand il ne cherche pas à éradiquer les différences existantes. Le [pseudo-]conservatisme, en revanche, attribue le revenu aux non producteurs suivant l'inégalité antérieure de leur position patrimoniale, tentant de stabiliser la distribution existante des revenus avec ses différences¹⁸. L'opposition entre les deux tient donc exclusivement à la psychologie sociale : comme ils préfèrent des systèmes différents de redistribution, c'est à des groupes différents de non producteurs qu'ils accordent des privilèges. Le socialisme [expressément] redistributeur favorise particulièrement les non producteurs pauvres et discrimine particulièrement contre les producteurs riches ; en conséquence, c'est surtout parmi les premiers qu'il trouve ses soutiens, et parmi les seconds ses ennemis. Le [pseudo-]conservatisme attribue des avantages spéciaux aux

sociales, les hommes de l'Etat ne font pas qu'appliquer davantage de zèle à leur fonction (supposée) de protecteurs du droit : ce faisant il la nient, ils la bafouent, et se conduisent eux-mêmes en voleurs (voire en assassins de ceux qui résistent à leurs agressions).

La réponse classique des pseudo-conservateurs est que ce sont les innovateurs qui prétendent à des droits qu'ils n'ont pas, qu'il existe certes un droit de propriété, mais que celui-ci n'est pas "absolu" mais "limité", voire "grevé d'une hypothèque sociale" ; que c'est par "égoïsme", éventuellement "matérialiste", qu'ils souhaitent améliorer leur sort aux dépens des gens en place. Cette réponse-là n'est qu'un refus des exigences de la logique.

— Tout d'abord, un droit existe ou il n'existe pas : si une personne a des droits, cela *veut dire* qu'aucune personne ne peut les lui retirer à volonté. Sinon, c'est cette personne-là qui les a, les droits en question. Prétendre que les hommes de l'Etat auraient le "droit" de confisquer le revenu et le patrimoine des autres, c'est ipso facto les déclarer *eux-mêmes* propriétaires légitimes : donc, socialisme.

— Ensuite, si on prétend protéger les positions sociales acquises, on n'est pas dispensé de le faire au nom d'un principe cohérent. Si ces positions ont été acquises en exerçant sans entraves un droit de propriété légitime, au nom de quoi remettre *maintenant* en cause ce droit ? Si elles avaient été acquises par la force, au nom de quel principe nie-t-on les droits des victimes de cette violence ? La *propriété naturelle*, rappelons-le, est toujours *première* : on ne peut voler quiconque quand on est le premier à mettre en valeur ce qui, justement, n'appartenait à personne. Qui pouvait prétendre s'emparer de cette propriété naturelle-là, et au nom de quel principe *conservateur* ?

Donc, quoi que puissent dire voire penser les pseudo-conservateurs, le monopole protectionniste est bel et bien *socialiste*. Par la confusion qu'il fait de la concurrence avec la guerre, il *détruit* la distinction essentielle *entre agression et non-agression, dans le but de rationaliser une forme de la première* — et c'est vraiment une des marques les plus sûres de ce socialisme-là. En fait, comme l'indique la note de HOPPE ci-dessous, *le pseudo-conservatisme est ni plus ni moins redistributeur que la démocratie sociale*. Par conséquent, la différence entre les deux n'est pas dans le fait de redistribuer, mais d'abord (et avant même l'autre distinction essentielle faite dans la note ci-dessous) dans le fait qu'on *s'avoue ou non* redistributeur. D'où l'ajout de la qualification d'"expressément" redistributeur pour caractériser la démocratie sociale proprement dite [F. G.].

¹⁸ D. Mc. C. WRIGHT (*Capitalism*, New York, 1951, p. 198) montre bien comment aussi bien le *liberalism* américain, dont le vrai nom est *démocratie sociale*, que le [pseudo-]conservatisme, impliquent une expropriation partielle des producteurs-parties aux contrats. Mais ensuite il interprète faussement ce qui les distingue comme un désaccord sur l'étendue de cette confiscation. En fait, sur cette question-là, c'est au sein même des factions démocrate-sociale et [pseudo-]conservatrice que règne le débat. Tous les deux ont leurs "extrémistes" et leurs "modérés". Ce qui les fait spécifiquement démocrates-sociaux ou [pseudo-]conservateurs est une différence d'opinion sur les groupes qu'il y a lieu de privilégier aux dépens des autres.

Hans-Hermann Hoppe

riches dans le groupe des non producteurs et porte particulièrement atteinte aux intérêts des pauvres parmi les gens productifs ; de sorte qu'il a tendance à trouver ses principaux soutiens chez les premiers, et propage le désespoir, l'abattement et le ressentiment parmi les seconds.

Cependant, même s'il est vrai que ces deux systèmes socialistes se ressemblent énormément quant à leurs effets généraux prévisibles, la différence de leurs points de départ socio-psychologiques n'en affecte pas moins la théorie économique de l'un et de l'autre. A l'évidence, cet effet ne concerne pas l'appauvrissement de tous qui (comme on l'a vu plus haut) doit résulter de l'expropriation des producteurs qui leur est commune. Il concerne les choix faits d'une part par le socialisme démocrate-social et de l'autre par le [pseudo-]conservatisme parmi les instruments et techniques spécifiques utilisables pour atteindre leurs buts redistributifs respectifs. La technique favorite du socialisme démocrate-social est celle du fiscalisme, comme on l'a vu et analysé dans le chapitre précédent. Le socialisme [pseudo-]conservateur peut aussi, bien entendu, employer cet instrument ; en fait, il doit forcément en faire usage dans une certaine mesure, ne serait-ce que pour financer l'imposition de ses politiques. Mais l'impôt n'est pas le procédé qu'il préfère, et l'explication doit en être trouvée dans la psychologie du [pseudo-]conservateur. Rêvant de maintenir le statu quo dans l'inégalité des revenus, de la richesse et du statut social, l'instrument du fisc est tout simplement beaucoup trop progressiste comme moyen d'atteindre ces buts. Recourir au fisc impliquerait qu'on laisse d'abord se produire les changements dans le patrimoine et le revenu, pour ensuite, une fois qu'ils seraient apparus, rectifier les choses et rétablir l'ordre ancien. Or, procéder de la sorte ne cause pas seulement un grave ressentiment, notamment chez ceux à qui leurs efforts avaient effectivement permis d'améliorer leur condition, et qui se retrouvent Gros-Jean comme devant ; bien pire, en permettant le progrès pour ensuite tenter de le défaire, le [pseudo-]conservateur contredirait ses propres rationalisations, lesquelles consistent essentiellement à prétendre qu'une distribution donnée des revenus et des biens serait justifiée parce qu'elle aurait toujours existé. Par conséquent, le socialisme [pseudo-]conservateur préfère que les changements ne se produisent pas du tout, et il choisit de préférence des formes d'intervention qui promettent de les empêcher, ou du moins, visent à rendre ces changements moins manifestes.

Il y a trois types généraux de mesures de ce genre : les contrôles de prix, les réglementations, et les contrôles du comportement, qui sont toutes, bien entendu, des

Le Socialisme des “conservateurs”

mesures tout aussi socialistes que l'impôt, mais qui ont toutes — le fait est en lui-même digne d'intérêt — été généralement négligées dans les tentatives faites pour estimer le niveau général de socialisme dans les différentes sociétés, alors que l'on surestimait l'importance de l'impôt à cet égard¹⁹. J'aborderai une à une ces politiques spécifiques du [pseudo-]conservatisme.

Il va de soi que tout changement dans les prix (relatifs) provoque des changements dans les positions sociales relatives des gens qui fournissent les biens et services concernés. Par conséquent, on pourrait penser que la seule chose qu'on ait à faire pour figer leurs positions respectives soit d'empêcher les prix de bouger — c'est la rationalisation [pseudo-]conservatrice pour imposer les contrôles de prix*. Pour vérifier

¹⁹ Notez la relation intéressante entre notre typologie sociologique des politiques socialistes et la classification logique des interventions sur le marché développées par Murray N. ROTHBARD dans *Power and Market* (Kansas City, 1977, pp. 10 et suiv.). ROTHBARD y distingue entre une "intervention autiste" où l'agresseur "peut ordonner à une personne de faire ou de ne pas faire certaines choses alors que cette intervention ne concernent directement que la personne ou la propriété de cet individu singulier... (c'est-à-dire) lorsqu'aucun échange n'est en cause, une "intervention binaire" là où l'agresseur "peut imposer un échange involontaire entre le sujet individuel et lui-même", et l'"intervention triangulaire" où l'agresseur "peut imposer ou interdire un échange entre deux sujets" (p. 10). En termes de cette distinction, la marque distinctive du [pseudo-]conservatisme serait sa préférence pour l'"intervention triangulaire" et, comme on le verra plus loin dans ce chapitre, l'"intervention autiste" dans la mesure où les actions isolées ont aussi des répercussions naturelles sur le réseau des échanges interpersonnels — car de telles interventions ont une capacité unique, conformément à la psychologie sociale du [pseudo-]conservatisme, à tenter de "geler" un système donné d'échanges au sein de la société. A l'inverse, le socialisme [pseudo-]égalitaire, conformément à la psychologie [pseudo-]progressiste que nous lui avons vue, affiche une préférence pour les "interventions binaires" (l'impôt). Notez cependant que les politiques effectivement menées par les partis socialistes et démocrates-sociaux ne coïncident pas toujours précisément à la description par types idéaux que nous avons donnée du socialisme démocrate-social. Même si c'est le cas en général, les partis socialistes — le plus visiblement sous l'influence des syndicalistes — ont aussi dans une certaine mesure adopté des politiques typiquement [pseudo-]conservatrices et n'ont aucune espèce d'opposition de principe à l'égard des diverses formes d'intervention triangulaire.

* Sur le "maintien" des prix, Murray ROTHBARD a cette formule définitive :

"Tout le monde a le droit de conserver inviolée l'intégrité physique de sa propriété... personne n'a le droit de protéger la valeur marchande de sa propriété, car cette propriété n'est que le reflet de ce que les gens sont prêts à payer pour elle. Cette disposition ne dépend que de la manière dont eux-mêmes décident de dépenser leur argent. Personne ne peut avoir de 'droit à' l'argent d'un autre, à moins d'un contrat préalable par lequel celui-ci lui aurait fait ce transfert." ("Law, Property Rights and Air Pollution", *Cato Journal* n°1, Spring 1982, pp. 55-99. Réédité dans *The Logic of Action II*, Cheltenham, Edward Elgar, 1997, p. 128).

On pourra en outre faire remarquer que si on souhaite que les prix ne changent pas, la seule manière réalisable d'approcher ce pseudo-idéal est de laisser faire les propriétaires naturels. En effet, un type particulier d'entrepreneur-spéculateur fait son métier de risquer son argent à acheter où et quand les prix sont bas (ce qui contribue à les faire monter), et de vendre où et quand les prix sont élevés (ce qui les fait baisser). Par conséquent, dans leur acharnement à rechercher les profits rendus possibles par les différences de prix dans l'espace et dans le temps, les entrepreneurs-spéculateurs ont tendance à *les faire disparaître*.

Les participants au marché, en créant sans arrêt une information nouvelle, rendent certes impossible toute prévision assurée de l'avenir, et c'est donc une activité qui demeure risquée : l'égalisation-stabilisation des prix

Hans-Hermann Hoppe

la validité de cette conclusion, il y a lieu d'examiner les effets des contrôles de prix²⁰. Pour commencer, supposons que l'on ait imposé un contrôle sélectif des prix sur un produit ou un groupe de produits, et décrété que le prix actuel du marché est celui qu'on ne doit ni dépasser ni abaisser au cours des transactions les transactions. Alors, aussi longtemps que le prix imposé est identique au prix d'ajustement du marché, le contrôle de prix n'aura tout simplement aucun effet. Les effets particuliers du contrôle des prix ne peuvent apparaître qu'à partir du moment où cette coïncidence aura disparu ; et comme aucun prix imposé ne peut éliminer les causes qui auraient fait apparaître les changements de prix, comme il exige seulement qu'on fasse comme si elles n'existaient pas, ces effets vont apparaître aussitôt que, pour une raison ou pour une autre, il se produit des changements de la demande du produit en question. Si la demande s'accroît (de sorte que les prix devraient s'accroître si les prix n'étaient pas contrôlés), alors le gel du prix devient un prix maximum imposé, c'est-à-dire un prix au-dessus duquel il est interdit de vendre. Si la demande baisse (ce qui ferait baisser des prix non contrôlés), alors le prix imposé devient un prix minimum imposé, c'est-à-dire un prix en-deçà duquel il est interdit de vendre²¹.

La conséquence d'un prix maximum imposé est un excès de demande pour les produits offerts. Tous ceux qui souhaiteraient acheter le produit au prix imposé ne peuvent pas en trouver. Et cette pénurie durera aussi longtemps qu'on n'aura pas permis aux prix de monter lorsque la demande s'accroît, et donc qu'on interdira aux producteurs (dont on suppose qu'ils produisaient déjà jusqu'au point où leur coût à la

par les entrepreneurs connaît de nombreuses pannes. Cependant, les entrepreneurs au moins y ont un intérêt personnel alors que les hommes de l'Etat, eux, sont irresponsables et contraints de ne voler que les faibles au profit des seuls puissants. Il n'y a donc absolument aucune chance que les hommes de l'Etat stabilisent jamais les prix. En revanche, si on *laisse faire* les entrepreneurs, ils approcheront ce pseudo-idéal autant qu'il est humainement possible.

C'est d'ailleurs pour cela qu'on a souvent pris pour la justice l'uniformité et la stabilité des prix, et confondu des changements de prix, ou des différences dans les rémunérations d'un même service, pour des injustices : c'est dans une société de justice, où règne la propriété naturelle, que ces prix et ces salaires sont aussi égaux que possibles, et que les prix varient aussi peu que possible. Ce n'est pas *la* justice. *La* justice, c'est que personne n'agresse personne : la propriété naturelle. Mais c'est *inséparable* de la justice. Et c'est *dans la mesure* où la société est injuste, c'est-à-dire *socialiste*, qu'apparaissent des violations systématiques du principe *à travail égal salaire égal* et qu'apparaissent (notamment du fait du monopole monétaire) les pires variations de prix et d'activité [F. G.].

²⁰ Cf. sur ce qui suit Murray N. ROTHBARD, *Power and Market*, Kansas City, 1977, pp. 24 et suiv.

²¹ Alors que, pour stabiliser les positions sociales, il faudrait geler les prix, et que le gel des prix peut aussi bien avoir pour effet de limiter les prix à la hausse que de les limiter à la baisse, les [pseudo-]conservateurs se caractérisent par leur préférence pour les prix *minimum*, dans la mesure où ils considèrent comme plus urgent d'empêcher de baisser la richesse *absolue* plutôt que la richesse relative.

Le Socialisme des “conservateurs”

marge, c'est-à-dire le coût de production de la dernière fourniture du produit concerné était égal à la recette à la marge) de réallouer davantage de ressources vers la ligne de production en cause, accroissant ainsi la production sans subir de pertes. Queues, rationnement, favoritisme, dessous de table et marchés noirs deviendront des phénomènes permanents de l'existence. Et les pénuries, avec leurs effets secondaires ne feront que s'accroître, car l'excès de demande pour les produits dont le prix est contrôlé se reportera sur d'autres produits dont le prix ne l'est pas (notamment, bien sûr, les substituts), accroissant leur prix relatif et créant une incitation supplémentaire à transférer les ressources des lignes de production contrôlées vers celles qui ne le sont pas.

Imposer un prix minimum, c'est-à-dire un prix plus élevé que le prix d'ajustement sur un éventuel marché, en-dessous duquel il serait interdit de vendre, produit *mutatis mutandis* un excès de l'offre sur la demande. Il y aura un surplus de biens produits, qui ne pourront tout simplement pas trouver acheteur. Et une fois de plus, ce surplus durera aussi longtemps qu'il est interdit aux prix de baisser en réponse à la chute de la demande pour le produit en question. Les lacs de lait et de vin, les montagnes de beurre et de blé, pour ne citer que quelques exemples, vont croître et embellir* ; et alors que les stocks débordent, il deviendra de plus en plus nécessaire de détruire régulièrement le surplus de production (ou alors de payer les producteurs pour ne plus produire ce surplus**). L'excès de production va même s'aggraver puisque le prix artificiellement élevé attire dans ce domaine particulier un surcroît de ressources investies, ressources qui feront défaut à d'autres types de production, où (en termes de demande du consommateur) on en a davantage besoin, ce qui y fera aussi monter les prix***.

* ... à condition que les hommes de l'Etat, avec leur argent volé aux contribuables, achètent et stockent ce surplus. A défaut, laissés à eux-mêmes et confrontés à l'interdiction de baisser leurs prix, les producteurs seraient forcés de garder le premier stock d'inventus, mais ne renouvelleraient pas ce qui n'est pour eux qu'une occasion de pertes. Mais les ploutocrates le savent parfaitement : quand ils obtiennent un prix minimum, ce sera toujours *avec* garantie des hommes de l'Etat [F. G.].

** On remarquera qu'à ce stade ni les hommes de l'Etat ni ceux qu'ils privilégient ne pensent à *diminuer* le prix garanti : preuve supplémentaire que toute cette manipulation n'est jamais qu'un prétexte pour voler le contribuable, qui deviendra une fois de plus le dindon de la farce [F. G.].

*** sauf si, pour garantir les prix, les hommes de l'Etat ont volé assez d'argent pour que cette demande-là fasse défaut (F. G.).

Hans-Hermann Hoppe

Prix maximum ou prix minimum —dans les deux situations, les contrôles de prix conduiront à l'appauvrissement. Dans tous les cas, ils conduiront à un état de choses où trop de ressources auront été bloquées dans des processus de production où (du point de vue des consommateurs) elles ont un intérêt moindre, ce qui en prive des productions plus importantes. On ne peut plus utiliser les facteurs productifs de manière à satisfaire en premier les besoins les plus urgents, en second ceux qui sont immédiatement moins urgents, etc.^o. Au contraire, les contrôles de prix que l'on impose ont pour conséquence que des besoins moins urgents sont satisfaits aux dépens d'autres qui le sont davantage. Et cela veut dire que la vie des gens en sera davantage contrainte. Qu'on les voie s'échiner, perdre leur temps à se procurer des biens artificiellement raréfiés alors que d'autres produits se perdent parce qu'il y en a trop est un double symptôme, parmi les plus voyants, de cet appauvrissement général.

Mais ce n'est pas tout : l'analyse qui précède révèle aussi que le [pseudo-]conservatisme ne peut même pas atteindre son but de stabilité dans la distribution en se bornant à contrôler certains prix. Lorsque seuls certains prix sont contrôlés, il faut nécessairement qu'en matière de richesse et de revenu, certaines dislocations se produisent dans les situations existantes, puisqu'on favorise les producteurs non contrôlés, ou ceux qui ont des prix minimum garantis, aux dépens de ceux qui sont contrôlés, avec des prix maximum imposés. Des producteurs individuels seront donc toujours incités à passer d'une ligne de production à une autre plus rentable, ce qui mettra à jour les différences de vigilance ou de clairvoyance des entrepreneurs dans leur capacité à mettre en oeuvre ces reconversions et causera des remises en cause de l'ordre établi. Alors le [pseudo-]conservatisme, s'il se refuse vraiment à faire des compromis avec sa résolution de maintenir le statu quo, est conduit à élargir sans cesse le cercle des biens soumis au contrôle des prix et ne peut en fait pas s'arrêter avant que

^o l'auteur avait ajouté : "ou plus précisément, de façon à ne développer (réduire) la fabrication d'aucun produit au-delà (en-deçà) du niveau où l'utilité de la dernière unité produite tombe au-dessous (monte au-dessus) de celle de tout autre produit."

Il entre normalement dans cet argument-là des considérations de prix et de quantités que l'auteur n'a pas abordées ; mais il n'a de toutes façons aucune valeur de normative sociale, à moins de supposer qu'il serait possible de comparer les utilités entre les personnes, ce qui est une falsification caractéristique du concept de valeur chez les néo-classiques. Je préfère donc le reléguer en note.

On peut prouver plus directement le caractère destructeur des contrôles de prix en déduisant du fait qu'ils sont des obstacles aux échanges et du fait que l'échange volontaire est toujours productif, qu'il s'agit là nécessairement d'entraves artificielles à la production, qui *accroissent* la rareté en prétendant la réduire [F. G.].

Le Socialisme des “conservateurs”

tous les prix soient contrôlés ou gelés²². C'est seulement si on gelait les prix de tous les biens et services capitaux matériels comme biens de consommation, et si le processus de production était complètement débranché de la demande — au lieu de ne procéder à cette séparation que sur un petit nombre de points, pour un petit nombre de secteurs comme dans le cas du contrôle partiel des prix — qu'il semble possible de maintenir complètement une répartition donnée. On ne sera quand même pas surpris si le prix à payer pour ce [pseudo-]conservatisme déchaîné est encore plus lourd que celui de contrôles de prix seulement partiels²³. Avec un contrôle de prix universellement imposé, le droit de propriété des moyens de production est *de facto* aboli. Il peut encore subsister des propriétaires privés à titre nominal, mais le droit d'utiliser leur propriété et d'entreprendre tout échange contractuel que l'on juge avantageux est complètement détruit. La conséquence immédiate de cette expropriation des producteurs qui refuse de dire son nom sera une réduction de l'épargne et de l'investissement et, *mutatis mutandis*, un accroissement de la consommation. Dans la mesure où on ne peut plus faire payer les fruits de son travail autant que les autres sont prêts à payer, il y a tout simplement moins de raisons pour travailler. En outre, comme les prix sont bloqués — indépendants de la valeur que les consommateurs attribuent aux produits en question — il y a aussi moins de raisons pour se soucier de la qualité du type particulier de travail ou de produit qu'on se trouve encore exécuter ou produire, et par conséquent la qualité de tous les produits va baisser*.

²² Il est vrai que les [pseudo-]conservateurs ne sont pas toujours vraiment prêts à aller aussi loin. Mais ils le font, avec récidence — la dernière occasion aux Etats-Unis s'étant produite pendant la présidence de NIXON. En outre, les [pseudo-]conservateurs ont toujours manifesté une admiration plus ou moins ouverte pour le grand élan d'unité sociale qu'engendre une économie de guerre, dont les contrôles de prix en vraie grandeur sont des caractéristiques essentielles.

²³ Cf. George REISMAN, *Government Against the Economy*, New York, 1979. Pour une apologie des contrôles de prix cf. John Kenneth GALBRAITH, *A Theory a Price Control*, Cambridge, 1952.

[George REISMAN est une des quatre personnes à avoir fait son doctorat d'économie avec Ludwig von MISES ; GALBRAITH, en tant que socialiste rooseveltien, avait mis un grand zèle à voler les autres par le contrôle des prix dans les années 1940.

Dans son roman philosophique *Atlas Shrugged*, Ayn RAND décrit les effets d'une tentative désespérée des hommes de l'Etat pour empêcher tout changement, après avoir progressivement paralysé les initiatives des entrepreneurs pour s'ajuster à leurs premiers contrôles (et pour y échapper). Très caractéristiquement, elle appelle ce plan ultime du pseudo-conservatisme économique "le moratoire sur les cerveaux" (Ayn Rand, *Atlas Shrugged*, "The Moratorium on Brains", chapitre VII, pp. 531-568 de l'édition de poche Signet Books, New American Library, 1957 etc.) (F. G.)]

* La qualité des produits ne pouvant pas être saisie par les statisticiens qui contrôlent les prix, les variations de la qualité — à la hausse ou à la baisse — sont un moyen de tourner les réglementations de prix, si celles-ci ne sont pas trop folles. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis pendant la seconde Guerre mondiale, lorsque les hommes de

Hans-Hermann Hoppe

Mais plus ruineux encore que cet effet-là est le chaos dans l'allocation des ressources que créent des contrôles universels sur les prix. Lorsqu'on gèle les prix de tous les produits, y compris les facteurs de coût donc, en particulier, du travail, cela n'empêche toujours pas de changer la demande pour les différents produits. S'il n'y avait pas de contrôles de prix, les prix iraient dans le même sens que ces changements-là, ce qui créerait une incitation constante à quitter les productions les moins recherchées pour s'engager dans celles qui ont désormais plus de valeur. Avec des prix contrôlés partout, cette procédure-là est complètement éliminée. Qu'augmente la demande d'un produit, et une pénurie apparaîtra tant que l'interdiction d'augmenter les prix empêchera la rentabilité de sa production de changer de manière à attirer davantage de facteurs de production. Le surplus de la demande laissée insatisfaite se reportera sur les autres produits. Mais là encore, les prix ne peuvent pas monter en réponse à cette demande accrue, et une pénurie apparaîtra encore. Et il ne peut y avoir de fin à ce processus de déplacement de la demande des produits les plus demandés vers les produits d'importance secondaire, et de là à des productions encore moins pertinentes, puisqu'à chaque fois il se trouve des gens qui ne peuvent pas réaliser leur souhait d'acheter au prix contrôlé. A la fin, comme il n'y a pas d'autre solution disponible et comme la monnaie de papier que les gens ont encore à dépenser vaut encore moins que le dernier produit disponible à la vente*, l'excès de demande se reportera sur les produits dont la demande avait baissé au départ. De sorte que, même dans les lignes de production où une baisse de la demande avait causé un surplus mais où les prix n'avaient pas pu baisser en conséquence, les ventes reprendront parce que la demande ne peut pas être satisfaite ailleurs dans l'économie ; malgré le prix fixe, artificiellement élevé, les excédents redeviendront vendables ; et la rentabilité y étant rétablie, même dans ces productions-là le départ du capital aura été empêché.

Imposer [vraiment] des contrôles de prix partout implique que le système productif est devenu complètement indépendant des préférences des consommateurs au bénéfice desquels cette production avait pourtant été entreprise. Les producteurs produisent n'importe quoi, et les consommateurs n'ont plus d'autre choix que de l'acheter, de quoi qu'il puisse s'agir. Il en résulte que tout changement dans la structure de production

l'Etat faisaient une inflation réprimée par les contrôles de prix, la qualité du chocolat ou des pièces de voiture pouvait baisser — ce qu'on attribuait à "la guerre", comme si cette explication allait de soi [F. G.].

* surtout, comme c'est le cas le plus souvent, si le prétexte du contrôle des prix est une politique d'inflation dont le gel des prix est censé réprimer les effets [F. G.].

Le Socialisme des "conservateurs"

entrepris ou ordonné sans le secours de prix librement fixés n'est qu'un coup de sonde dans le noir, remplaçant une gamme arbitraire de produits offerts par une autre, également arbitraire. Toute correspondance entre la structure de production et les besoins a purement et simplement disparu. Pour le consommateur tel qu'il éprouve les choses, cela veut dire, suivant la description de George Reisman,

"[qu'on] déverse sur les gens des montagnes de chemises, tout en les faisant marcher pieds nus ; ou alors, qu'on les noiera sous les chaussures mais qu'ils n'auront pas de chemises ; qu'on leur livrera d'énormes quantités de papier mais pas de crayons ni d'encre, ou vice-versa ; en fait, on peut imaginer de leur donner n'importe quelle distribution de produits pourvu qu'elle n'ait aucun sens".

Or, à l'évidence,

"le seul fait d'offrir aux consommateurs des combinaisons de produits dépareillées équivaut en soi à une baisse massive de la production, car il représente une perte d'autant dans les moyens dont disposent les gens pour réaliser leurs projets²⁴".

Car cette capacité ne dépend pas de quelque mesure matérielle d'une production physique globale ; elle dépend bien davantage de l'affectation correcte, proportionnée, des différents facteurs de production, pour mettre à la disposition des acheteurs finaux une variété de produits dont la composition correspondra vraiment à leurs besoins. Les contrôles de prix sur tout ce qui bouge, *ultima ratio* du [pseudo-]conservatisme, interdisent qu'une telle composition soit jamais maintenue. C'est seulement en apparence qu'ils auront institué l'"ordre" et la "stabilité" ; dans la réalité, ils sont au contraire un moyen assuré de porter le désordre et l'arbitraire dans l'utilisation des ressources, amputant gravement la capacité de tous à réaliser leurs projets.

En outre — et cela nous conduit à la réglementation, deuxième instrument typiquement [pseudo-]conservateur de politique publique — même si les prix étaient partout [féroce]ment contrôlés, cela ne pourrait préserver la distribution existante des

²⁴ George REISMAN, *Government Against the Economy*, New York, 1979, p. 141.

[Toucher un revenu sans avoir en échange à servir les autres, qu'on aura privés par la violence de toute liberté de choisir à qui donner son argent, c'est le rêve existentiel de tous les socialistes, de "droite" comme de "gauche" : l'idéal d'exploitation féodale par le prétendu "service public". L'économie socialiste prétend privilégier les producteurs et sacrifie les consommateurs. Evidemment, comme il s'agit des mêmes personnes, seuls les vrais parasites, incapables et malveillants congénitaux profitent de la situation. Pour les autres, c'est "on fait semblant de travailler et eux ils font semblant de nous payer" (F. G.).]

Hans-Hermann Hoppe

revenus et des patrimoines que si on supposait en outre, contre la vraisemblance, que les produits resteront "stationnaires" aussi bien que leurs producteurs. Mais il ne sera plus possible d'exclure des changements dans l'ordre établi, si l'on invente de nouveaux produits, des nouvelles techniques de production, ou s'il apparaît des producteurs nouveaux. Tout cela mettra en cause la situation existante, puisque les anciennes productions, les vieilles techniques et les producteurs en place, soumis aux contrôles de prix, vont devoir faire face à la concurrence de produits et de services inconnus (et qui, étant nouveaux, ne peuvent pas avoir été soumis au contrôle de leurs prix), et il est probable qu'ils perdront une partie de "leur" part de marché au profit des nouveaux arrivants du fait de cette concurrence. Pour compenser ces désordres, le [pseudo-]conservatisme pourrait encore une fois se servir de l'impôt, et c'est d'ailleurs ce qu'il fait dans une certaine mesure. Cependant, laisser d'abord les innovations se produire sans obstacle pour ensuite confisquer leurs profits aux innovateurs afin de restaurer l'ordre ancien est déjà, comme on l'a vu, un moyen bien trop progressiste pour une politique [pseudo-]conservatrice. Ce que préfère le [pseudo-]conservateur pour freiner les innovations et les changements sociaux qu'ils amènent, c'est de *réglementer*.

La réglementation la plus radicale du système productif consisterait à interdire toute innovation, purement et simplement. Une telle politique, faut-il le noter, a ses partisans parmi ceux qui dénoncent le "consumérisme" des autres (en l'occurrence, le fait qu'il y aurait déjà "trop" de produits et de services sur le marché) et qui voudraient figer voire réduire la diversité actuelle ; il s'en trouve aussi, pour des raisons légèrement différentes, parmi ceux qui voudraient geler les techniques de production dans leur état actuel de peur que les nouveautés en la matière, étant susceptibles d'économiser le travail, ne "détruisent" les emplois existants. Malgré tout, on n'a presque jamais — avec peut-être la récente exception du régime de Pol Pot — tenté une telle interdiction de tout changement novateur. L'opinion publique n'est pas assez convaincue que cette politique ne coûterait pas extrêmement cher en termes d'occasions perdues. En revanche, une politique à peine plus modérée a connu un grand succès : même si on n'exclut tout changement dans son principe, on tient que toute innovation devra être approuvée par l'autorité (c'est-à-dire approuvée par des gens autres que l'innovateur lui-même) avant qu'on puisse la mettre en œuvre. Cette procédure, assurent les [pseudo-]conservateurs, garantira que les innovations seront socialement acceptables, que le progrès sera gradué, que tous les producteurs pourront en même temps le mettre en application, et que tout le monde pourra profiter de ses avantages. Les cartels

Le Socialisme des “conservateurs”

forcés, c'est-à-dire imposés par les hommes de l'Etat, sont la manière la plus populaire d'obtenir cet effet. En exigeant de tous les producteurs, ou du moins de tous les producteurs d'une même industrie, qu'ils deviennent membres d'un organisme de contrôle — le cartel — il devient possible d'éviter les excès par trop visibles provoqués par les prix minimum garantis — grâce à l'imposition de quotas de production. En outre, on est alors vraiment à même de surveiller et modérer les mutations engendrées par toute mesure d'innovation. Cependant, même si cette approche-là fait constamment des progrès en Europe et dans une mesure un peu moindre aux Etats-Unis, et si certains secteurs de l'économie sont en fait déjà soumis à des réglementations très semblables, l'instrument réglementaire le plus populaire et le plus souvent employé par les socialistes [pseudo-]conservateurs demeure d'imposer des normes pré-définies pour différentes catégories de producteurs et de produits, normes auxquelles toutes les innovations doivent demeurer conformes. Ces règlements disposent du type de qualifications (autres que celles, "normales", d'être le propriétaire légitime des objets et de ne pas attenter par ses actes à la propriété concrète des autres personnes) qu'une personne doit remplir pour avoir le droit de s'établir comme producteur de quoi que ce soit ; ou ils énumèrent le type de tests (concernant, par exemple, les matériaux, l'apparence, ou les dimensions) qu'un produit de certain type doit subir avant d'être autorisé sur le marché ; ou alors ils imposent certains contrôles, que toute amélioration technique devra affronter avec succès pour être approuvée comme méthode de production. Ces dispositions réglementaires ne permettent pas de compter sur un arrêt total de l'innovation, ni même d'éviter que certains changements soient en fait une surprise totale. Mais comme il est logiquement nécessaire que les normes pré-définies auxquelles les innovations doivent se conformer aient un caractère "conservateur", étant formulées en termes des produits, producteurs et techniques existants, elles servent le dessein du [pseudo-]conservatisme en ce qu'elles réussiront au moins à ralentir le changement dû à l'innovation ainsi que la portée des éventuelles surprises.

Quoi qu'il en soit, il est certain que toutes ces réglementations-là, les premières davantage et les secondes un peu moins, conduiront à un appauvrissement général²⁵. Il est certain qu'une innovation ne peut réussir et donc permettre à son auteur de secouer

²⁵ Sur la politique et l'économie de la réglementation, cf. George STIGLER, *The Citizen and the State. Essays on Regulation*, Chicago, 1975 ; Murray N. ROTHBARD, *Power and Market*, Kansas City, 1977, chapitre 3.3. Sur les autorisations de produire, cf. aussi Milton FRIEDMAN, *Capitalism and Freedom*, Chicago, 1962, chapitre 9.

Hans-Hermann Hoppe

le système existant de rémunérations et de revenu que si les consommateurs lui accordent effectivement plus de valeur qu'aux anciens produits en concurrence. En revanche, imposer des réglementations équivaut à redistribuer les titres de propriété des innovateurs vers les producteurs, produits et techniques installés. Par conséquent, en socialisant tout ou partie des éventuels accroissements de recettes et gains en capital résultant de changements novateurs du processus productif, et *mutatis mutandis* imposant au reste de la société les pertes pouvant résulter de ce qu'on n'aura pas innové, on ralentit le processus de la recherche et du développement et on impose à la place une tendance renforcée à se contenter des choses comme elles sont. Cela ne signifie rien d'autre que d'arrêter, ou du moins d'entraver le processus par lequel les clients se voient offrir de meilleurs biens et services, qui servent mieux leurs projets et coûtent moins cher à produire grâce à des procédés plus efficaces. Ainsi, même si cela se fait quelque peu différemment des contrôles de prix, les réglementations, elles aussi, vont isoler la structure productive des souhaits de ses utilisateurs finaux. Et même si cela peut contribuer à maintenir une distribution existante des richesses, il faudra une fois de plus que cela se paie d'un déficit général dans la capacité à rendre des services incarnée par cette même structure de production.

Le contrôle du comportement

Finalement, la troisième politique spécifique du [pseudo-]conservatisme est le contrôle du comportement. Dans un système économique, les contrôles de prix et les réglementations bloquent le côté de l'offre, et s'isolent de la demande. Mais du côté de cette demande, cela n'empêche en rien les changements se produire ; cela empêche seulement l'offre de lui obéir. De sorte qu'il peut arriver non seulement que des désajustements se produisent, mais qu'ils deviennent épouvantablement voyants. Les contrôles du comportement sont des mesures politiques destinés à maîtriser ce côté de la demande. Ils visent à prévenir ou à retarder les changements de la demande de manière à rendre moins visible la passivité du côté de l'offre, parachevant ainsi la tâche du [pseudo-]conservatisme : préserver un ordre existant contre toutes sortes de changements gênants.

Les contrôles de prix d'un côté, les contrôles du comportement de l'autre sont donc deux éléments complémentaires d'une politique [pseudo-]conservatrice. Et de ces deux aspects complémentaires du [pseudo-]conservatisme, on pourrait bien prétendre que

Le Socialisme des “conservateurs”

c'est ce second aspect des contrôles du comportement qui est le trait le plus caractéristique d'une politique [pseudo-]conservatrice. Toutes les formes de socialisme favorisent diverses catégories improductives et stagnantes aux dépens des producteurs et innovateurs potentiels et à ce titre, le [pseudo-]conservatisme ne fabrique pas moins son lot d'individus moins actifs, moins entreprenants, qu'il force à renoncer à des projets d'avenir ou à diriger leur industrie vers les marchés clandestins. Mais de toutes les formes du socialisme, seul le [pseudo-]conservatisme se mêle directement de la consommation et des échanges non commerciaux (toutes les autres formes ont certes elles aussi leur effet sur la consommation, dans la mesure où elles amputent les possibilités d'actions des gens ; mais à la différence du [pseudo-]conservatisme, elles laissent l'utilisateur final assez tranquille avec le peu qui lui reste à utiliser pour ses projets). Le [pseudo-]conservatisme se borne pas à paralyser le développement des talents productifs ; sous la dénomination de "paternalisme", il cherche aussi à fixer la conduite des gens en tant que consommateurs individuels, ou en tant que partenaires dans des formes d'échange non commerciales étouffant et tuant aussi dans l'œuf la capacité à s'inventer un style de vie qui satisfasse aussi au mieux ses besoins personnels.

Tout changement des habitudes de conduite du consommateur a ses effets secondaires sur la production (si le laisse pousser mes cheveux, cela affecte les coiffeurs et l'industrie des ciseaux : s'il divorce davantage de monde, cela porte sur le marché des avocats et celui du logement ; si je commence à fumer de la marijuana, cela a des conséquences non seulement sur ce que l'on fait des terrains agricoles mais aussi pour l'industrie de la crème glacée, etc. ; et par-dessus tout, ce genre de conduite ébranle le système de valeurs existant de quiconque s'en trouve affecté). Tout changement pourra donc sembler être un élément de désordre pour la société. Il faudrait donc en principe que le [pseudo-]conservatisme, considère *tous* les actes — tout le style de vie des gens dans l'exécution de leurs projets personnels, y compris dans leurs échanges non commerciaux comme des cibles légitimes d'un contrôle du comportement. Un [pseudo-]conservatisme à cent pour cent devrait instituer un système social où tout ce qui n'est pas le comportement traditionnel (explicitement autorisé) serait interdit. Dans la pratique, le [pseudo-]conservatisme ne pourrait aller jusque-là, parce qu'il en coûte de s'imposer aux autres et qu'il lui faudrait compter avec la résistance croissante de l'opinion. Le [pseudo-]conservatisme "normal", par conséquent, se caractérise seulement par un plus ou moins grand nombre de règlements et interdictions spécifiques, qui prohibent et punissent chez les particuliers diverses

Hans-Hermann Hoppe

formes de conduite ou d'échange pacifiques — c'est à dire d'actes qui, effectivement accomplis, n'auraient en rien porté atteinte à la propriété de qui que ce soit d'autre, pas plus qu'ils n'auraient violé le droit de quiconque de ne pas faire d'échange qui ne lui semblerait pas avantageux, et qui ne feraient en fait que mettre en cause l'ordre établi des valeurs sociales paternalistes.

Une fois encore, l'effet certain d'une telle politique de contrôles du comportement est de rogner plus avant la vie de tout le monde. Imposer ces contrôles n'a pas seulement l'effet [redistributeur, typiquement socialiste], d'agresser les uns au profit des autres, certains ne pouvant plus vivre paisiblement comme ils l'entendent alors que d'autres se croient plus heureux parce qu'on les en a empêchés. [Comme on ne peut violer que des Droits légitimes et que les Droits légitimes sont ceux de producteurs,] ceux qui perdent plus particulièrement à cette redistribution des titres de propriété sont les producteurs-utilisateurs des biens dont certains usages sont désormais interdits, et ceux qui y gagnent ne sont [certes] ni les producteurs ni les possesseurs légitimes des objets en question. Ainsi se met en place dans la population visée une structure d'incitations complètement nouvelle pour ce qui est de produire ou de ne pas produire. Produire des valeurs d'usage est désormais découragé, puisque la réglementation interdit d'en faire ceci ou cela et, *mutatis mutandis*, rechercher sa satisfaction personnelle en employant des moyens non productifs et non contractuels est sérieusement encouragé. Alors on va moins produire, moins investir pour des projets humains, et on se donnera plus de mal pour se satisfaire aux dépens des autres par des méthodes politiques, c'est-à-dire agressives. Et en particulier, dans la mesure c'est l'emploi que chacun fait de sa propre personne qui est visé par les contraintes étatiques, eh bien celle-ci aura moins de valeur pour celui qui en dispose encore, et il fera moins attention à sa santé comme à son instruction.

Quelques illustrations historiques

C'est avec ce beau résultat que nous pouvons achever notre analyse théorique du [pseudo-]conservatisme comme traduction particulière du socialisme. Une fois de plus, pour habiller la discussion, on fera quelques remarques qui pourront contribuer à illustrer la validité des conclusions ci-dessus. Comme pour l'étude du socialisme démocrate-social, il faut aborder ces éclairages en prenant quelques précautions : la première est de bien se rappeler que la validité des conclusions déduites au cours de

Le Socialisme des “conservateurs”

ce chapitre a été prouvée, comme il est normal de le faire, indépendamment des expériences historiques concrètes. Deuxièmement, pour ce qui est de l'expérience historique en question et des données expérimentales qu'elle pourrait nous fournir, il faut se rappeler qu'il n'existe pas d'exemple de société que l'on puisse, en tant que telle, étudier pour constater les effets du [pseudo-]conservatisme alors que d'autres incarneraient les autres socialismes ou le capitalisme. Il n'existe aucun cas d'école quasi-expérimental qui puisse à lui seul fournir ce qu'on considère habituellement comme une preuve "aveuglante". La réalité est telle que les diverses sortes de mesures politiques — [pseudo-]conservatrices, démocrates-sociales, marxistes et aussi capitalistes et libérales — sont tellement mélangées et combinent tellement leurs influences que normalement leurs conséquences respectives ne se laissent pas gentiment rapporter à les décisions initiales précises, mais qu'on est — une fois de plus — forcé de les démêler au moyen de la seule logique, pour procéder aux imputations qui s'imposent.

Si l'on garde bien cela à l'esprit, il reste pas mal de choses à dire des exploits historiques de notre [pseudo-]conservatisme. Une fois de plus, c'est en observant la différence d'aisance matérielle entre les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale (pris tous ensemble) que l'on va pouvoir faire une observation qui colle à l'image fournie par la théorie. Certes, comme on l'a vu dans le chapitre précédent, l'Europe a [aussi] davantage de socialisme [expressément] redistributeur — estimé par le taux global d'imposition — que les Etats-Unis et s'en trouve naturellement plus pauvre. mais plus frappante encore demeure la différence entre les deux quant au degré de [pseudo-conservatisme]²⁶. L'Europe a un passé féodal que l'on peut encore remarquer jusqu'à ce jour, particulièrement sous la forme des innombrables réglementations qui interdisent les échanges et empêchent l'entrée dans les professions, ainsi que des interdictions imposées aux actes non agressifs, alors que les Etats-Unis sont remarquablement exempts de ce passé-là. Il y a un lien entre ce fait et celui qu'aux XIX^{me} et XX^{me} siècles, l'Europe a encore été plus longtemps façonnée par des politiques plus ou moins expressément [pseudo-]conservatrices que par toute autre idéologie politique, alors qu'un parti authentiquement[, si l'on peut dire, pseudo-]conservateur n'a jamais existé aux Etats-Unis. En fait, les partis socialistes de l'Europe occidentale ont eux-mêmes été remarquablement infectés par le [pseudo-

²⁶ Cf. aussi Bertrand BADIE et Pierre BIRNBAUM, *The Sociology of the State*, Chicago, 1983, partic. les pp. 107 et suiv.

Hans-Hermann Hoppe

]conservatisme, particulièrement sous l'influence des syndicalistes, et ont imposé force éléments de socialisme pseudo-conservateur (réglementations et contrôles de prix) aux malheureuses sociétés européennes à l'époque de leur domination (même si on peut admettre qu'ils en aient profité pour abolir certains contrôles du comportement [pseudo-]conservateurs). En tous cas, étant établi que l'Europe est plus socialiste et donc plus pauvre que les Etats-Unis, la différence trouve moins son explication dans le plus grand pouvoir de la démocratie sociale en Europe que dans celui du socialisme [pseudo-]conservateur — comme l'indiquent, au-delà de son taux d'imposition moyenne plus élevé, par le bien plus grand nombre de contrôles de prix, de réglementations et de contrôles du comportement en Europe. Je dois m'empresse d'ajouter que si la vie aux Etats-Unis est plus étriquée qu'elle pourrait l'être, et si ceux-ci n'affichent plus cette vigueur entrepreneuriale qui était la leur au XIX^{me} siècle, ce n'est pas seulement parce qu'ils ont accumulés leurs propres politiques de socialisme [expressment] redistribu.

A un niveau encore plus général, il est une autre observation qui illustre bien cette démonstration logique de la dégradation causée par le [pseudo-]conservatisme. Au-delà du monde occidental proprement dit, les seuls pays qui se rapprochent de l'exemple désastreux des socialismes ouvertement marxistes sont précisément les sociétés d'Amérique latine et d'Asie qui n'ont jamais sérieusement rompu avec leur passé féodal. Dans ces sociétés-là, des pans entiers de l'économie sont, encore aujourd'hui, presque complètement privées de liberté, isolées des pressions de la concurrence, étant enfermés dans leurs positions traditionnelles par des moyens réglementaires, en quelque sorte par une agression permanente.

La France et l'Italie comme exemples de socialisme pseudo-conservateur

Au niveau des observations plus spécifiques, les données indiquent clairement ce que la théorie nous aurait permis de prévoir. Pour revenir à l'Europe de l'Ouest, on peut difficilement douter que, parmi les plus grands pays de cette région, ce sont l'Italie et la France qui sont les plus [pseudo-]conservateurs, surtout si on les compare aux pays du Nord qui, socialisme pour socialisme, ont plutôt penché pour sa version [officiellement] redistributrice Cf. Badie et Birn

²⁷ Cf. sur cette question Ralph RADOSH et Murray N. ROTHBARD (eds.), *A New History or Leviathan*, New York, 1972.

²⁸ Cf. BADIE et BIRNBAUM, *The Sociology of the State*, Chicago, 1983.

Le Socialisme des “conservateurs”

Le fascisme et le nazisme comme exemples de socialisme pseudo-conservateur

Comme dernière illustration de l'appauvrissement dû aux politiques [pseudo-]conservatrices, il y a lieu de mentionner l'expérience du socialisme national* en Allemagne et à un moindre degré du fascisme italien. Il n'est pas rare que l'on méconnaisse leur nature de socialismes [pseudo-]conservateurs²⁹. C'est en tant que tels, c'est-à-dire en tant que mouvements de répression des changements et des mutations sociales qu'amènent les forces dynamiques d'une économie libre, que ces mouvements — d'un socialisme autre que marxiste — ont pu trouver un soutien auprès de la classe des propriétaires installés, des petits commerçants, des paysans et des chefs d'entreprise. Mais en déduire, comme le font les marxistes communs, qu'il devait s'agir de mouvements procapitalistes, voire du stade suprême du développement capitaliste en attendant sa chute finale, c'est une erreur totale. En fait, l'ennemi le plus ardemment détesté des fascistes et des nazis n'était pas le socialisme en tant que tel, mais le libéralisme. Bien sûr, l'un et l'autre méprisaient le socialisme des marxistes et des bolcheviques, parce que, du moins idéologiquement ils étaient internationalistes et se disaient pacifistes (prétendant s'en remettre aux forces du développement historique qui devaient conduire à la destruction du capitalisme par l'intérieur), alors que le fascisme et le socialisme national étaient des mouvements nationalistes voués à la guerre et à la conquête ; et ce qui est probablement plus important quand il est question de soutien dans l'opinion, parce que le marxisme promettait que les possédants seraient expropriés par ceux qui n'ont rien, bouleversant l'ordre social, alors que le fascisme et le socialisme national promettaient de maintenir l'ordre existant³⁰. Cependant, et c'est décisif pour les classer parmi les mouvements socialistes (et non capitalistes), se donner ce projet-là, comme on l'a expliqué en détail plus haut, implique tout autant de nier les droits des possesseurs-utilisateurs de faire de leurs biens

* avant de le prendre de haut avec cette affirmation sous prétexte que le contrôle des prix "a été supprimé" en France en 1986 (ce texte étant paru en 1989), on fera bien de se rappeler qu'en aucun cas les marchés du travail ni des soins de santé ne sont libres, pas plus que ceux de l'enseignement, des routes, de l'assurance contre les risques personnels, des transports, des télécommunications, etc., etc., etc. Et que la timide libéralisation à laquelle on assiste aujourd'hui dans ces deux derniers domaines est imposée par des contraintes venues de l'étranger [F. G.]

* du Parti Ouvrier Allemand Socialiste-National (NSDAP) fondé en 1923 par Adolf HITLER.

²⁹ Cf. Ludwig von MISES, *Omnipotent Government*, New Haven, 1944 ; Friedrich A. HAYEK, *The Road to Serfdom*, Chicago, 1956 ; W. HOCK, *Deutscher Antikapitalismus*, Frankfurt/M., 1960.

³⁰ Cf. l'un des représentants les plus éminents de l'"École historique" allemande, le "Kathedersozialist" et apologiste du nazisme Werner SOMBART, *Deutscher Sozialismus*, Berlin, 1934.

Hans-Hermann Hoppe

ce qui leur semble en être le meilleur usage (à la condition qu'ils ne portent pas d'atteinte matérielle à la propriété d'autrui, et n'entreprennent pas d'échanger sans le consentement de l'autre partie), et implique tout autant que la politique marxiste une expropriation des propriétaires naturels par "société" — c'est-à-dire par des gens qui n'avaient rien fait pour produire les biens ni les acquérir à titre contractuel. Et de fait, le fascisme et le socialisme national ont exactement fait ce que leur classification comme des socialismes [pseudo-]conservateurs aurait conduit à en attendre : ils avaient institué des économies lourdement cotrôlées et réglementées, où la propriété privée continuait d'exister nominalement, mais avait en fait perdu tout son sens, le droit de décider de l'emploi des choses possédées ayant complètement disparu au profit d'institutions politiques. Les nazis, en particulier, avaient imposé un système de contrôles de prix quasiment universels (y compris celui des salaires), mis au point l'institution des plans quadriennaux (presque comme en URSS, où les plans s'étendaient sur cinq ans) et fondé des commissions de planification et de surveillance économique chargés d'approuver tout changement important dans la structure de production. Un "propriétaire" ne pouvait plus décider quoi produire ni comment le produire, à qui acheter et à qui vendre, quels prix payer ou demander, ni comment introduire quelque changement que ce soit. Tout cela créait certainement une impression de sécurité. Tout le monde se voyait attribuer une situation fixe, et les salariés aussi bien que les propriétaires de capitaux recevaient un revenu garanti et stable voire croissant du moins en termes nominaux. En outre des programmes massifs de travail forcé, la conscription rétablie, et finalement l'institution de l'aonomie de guerre devaient renforcer cette illusion d'expansion économique et de prospérité³¹. Mais comme on pouvait s'y attendre d'un système économique qui avait détruit les contraintes poussant un producteur à s'adapter à la demande et à éviter de faire comme si elle ne changeait pas (un système, en somme, qui isole toute production de la demande), on a pu constater que ce sentiment de prospérité-là n'était rien d'autre qu'une illusion. En termes des produits que les gens pouvaient acheter avec leur argent les moyens d'existence s'étaient raréfiés, non seulement en termes de pouvoir d'achat mais en termes de revenu nominal³². Et en tous cas, même sans tenir compte ici de

³¹ Cf. W. FISCHER, *Die Wirtschaftspolitik Deutschlands 1918-45*, Hannover, 1961 ; W. TREUE, *Wirtschaftsgeschichte der Neuzeit*, vol. 2, Stuttgart, 1973 ; R. A. BRADY, "Modernized Cameralism in the Third Reich: The Case of the National Industry Group", in : M. I. GOLDMAN (ed.), *Comparative Economic Systems*, NewYork, 1971.

³² En Allemagne, la moyenne du revenu brut des personnes ayant un emploi était en 1938 (pour le dernier chiffre disponible et en termes absolus, c'est-à-dire sans tenir compte de l'inflation) toujours plus bas qu'en 1927.

Le Socialisme des “conservateurs”

toute les destructions causées par la guerre, l'Allemagne et dans une moindre mesure l'Italie avaient subi un grave appauvrissement quand les fascistes et les socialistes nationaux furent finalement dfaits.'

Puis HITLER commença la guerre et transféra toujours davantage de ressources des usages civils vers les usages militaires, de sorte qu'on peut supposer sans se tromper qu'à partir de 1939 le niveau de vie a dû descendre encore plus bas, et plus radicalement encore . Cf. *Statistisches Jahrbuch für die BRD*, 1960, p. 542 ; cf. aussi V. TRIVANOVITCH, *Economic Development of Germany Under National Socialism*, New York, 1937, p. 44.